



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2019

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2018

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISBN or ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2018-19

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2019

BUDGET DES DÉPENSES 2018-2019

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 7,5 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- investissements dans l'infrastructure fédérale, y compris l'achat de 3 brise-glaces pour la Garde côtière canadienne, les paiements liés aux projets du pont Gordie-Howe et du nouveau corridor du pont Champlain, ainsi que les installations de santé et sociales dans les collectivités autochtones;
- mise en œuvre des ententes de règlement pour des revendications particulières en vertu des traités Williams ainsi qu'une revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8;
- services de santé, sociaux et d'éducation et soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan;
- augmentation des salaires et des avantages sociaux pour les nouvelles conventions collectives conclues dans l'administration publique;
- investissements dans la défense, y compris l'équipement militaire, la mise à niveau de la technologie de l'information ainsi que les projets de construction et de modernisation du complexe Carling à Ottawa.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent 86 % des 7,5 milliards de dollars de dépenses votées demandées dans le présent budget. De ces organismes, les 8 organismes suivants demandent plus de 200 millions de dollars à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (1,7 milliard de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones Canada (1,2 milliard de dollars);
- le ministère des Pêches et des Océans (978,2 millions de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (815,5 millions de dollars);
- le Bureau de l'infrastructure du Canada (548,2 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (393,5 millions de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (316,6 millions de dollars);
- l'Autorité du pont Windsor-Détroit (283,6 millions de dollars).

Les dépenses prévues indiquées au tableau A2.11 du budget fédéral de 2018 sont financées au moyen des affectations du crédit central du Conseil du Trésor pour l'exécution du budget. Ces affectations sont publiées en ligne et mises à jour mensuellement.

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour appuyer l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget provisoire, budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Bien que le budget principal des dépenses fournisse un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 est le premier des deux budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Le document que le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

Les renseignements supplémentaires suivants sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des montants accordés en vertu de lois inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon l'architecture d'alignement des programmes ou le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor (y compris le crédit d'exécution du budget 2018-2019);
- une liste des transferts entre organisations;
- un sommaire graphique des faits saillants financiers.

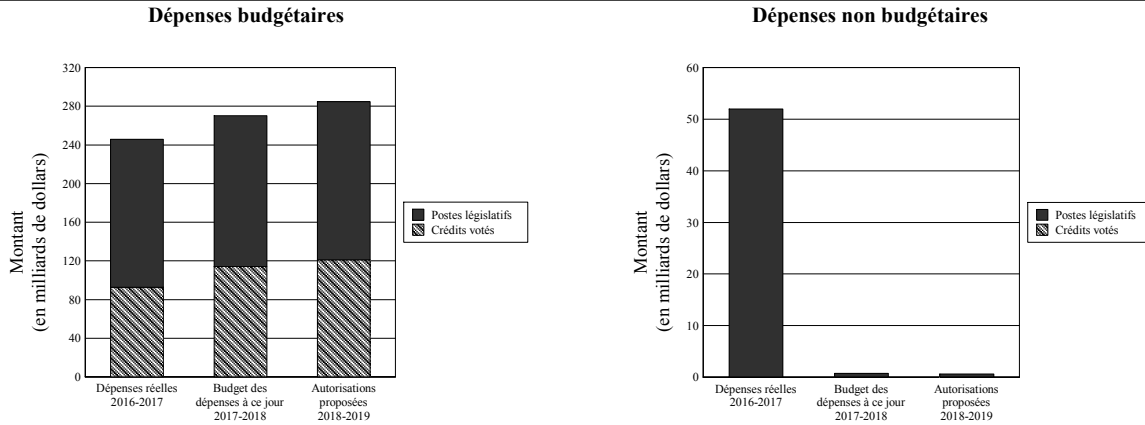
La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- Les **dépenses réelles 2016-2017** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2017;
- Le **budget des dépenses à ce jour 2017-2018** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) de l'exercice visé;
- Les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (A);
- Les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- Les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- Les **crédits votés** sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- Les **dépenses législatives (postes législatifs)** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 7,5 milliards de dollars, pour un total de 121,1 milliards de dollars en 2018-2019. Il s'agit d'une augmentation de 6,6 % par rapport aux autorisations à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



| | Budget des dépenses 2018-2019 | | | | |
|---|-------------------------------|---|-----------------------------------|--|-------------------------|
| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits votés | 92 748 873 806 | 114 364 499 985 | 113 554 422 738 | 7 547 444 901 | 121 101 867 639 |
| Postes législatifs | 153 180 072 446 | 155 899 261 279 | 163 201 257 632 | 555 125 940 | 163 756 383 572 |
| Total des dépenses budgétaires | 245 928 946 252 | 270 263 761 264 | 276 755 680 370 | 8 102 570 841 | 284 858 251 211 |
| Dépenses non budgétaires | | | | | |
| Crédits votés | 47 619 011 | 71 103 003 | 57 103 001 | ..... | 57 103 001 |
| Postes législatifs | 51 943 831 646 | 643 316 617 | 542 457 741 | ..... | 542 457 741 |
| Total des dépenses non budgétaires | 51 991 450 657 | 714 419 620 | 599 560 742 | ..... | 599 560 742 |

Nota : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 688 378 886 \$ destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2018-2019 les fonds approuvés en 2017-2018. Le tableau qui suit (les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2018-2019, et exclut donc les autorisations sur deux ans.

Budget des dépenses à ce jour pour 2018-2019

Deux budgets des dépenses ont été déposés antérieurement pour 2018-2019. Le Budget provisoire des dépenses 2018-2019 a été déposé le 12 février 2018 et présentait 30,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 14,3 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget principal des dépenses 2018-2019, déposé le 16 avril 2018, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 112,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 57,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2018-2019 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 163,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 542,5 millions de dollars en prêts, placements et avances. Les montants indiqués comprenaient les

montants déjà inscrits dans le budget provisoire des dépenses, mais ne s'y ajoutaient pas.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 fournit des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 7,5 milliards de dollars. Les modifications aux prévisions des dépenses législatives sont également indiquées, soit une augmentation de 555,1 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives.

Lois de crédits en 2018-2019

La Loi de crédits no 1 pour 2018-2019 a reçu la sanction royale le 29 mars 2018 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins jusqu'à la fin juin 2018.

La Loi de crédits no 2 pour 2018-2019 a reçu la sanction royale le 21 juin 2018 et a fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2018-2019.

En décembre 2018, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour l'obtention du financement inscrit au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

| | Budget des dépenses 2018-2019 | | | Total |
|---|-------------------------------|-----------------------|--------------|------------------------|
| | Budget principal | Budget supplémentaire | | |
| | | A | B | |
| | (dollars) | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits votés | 112 866 043 852 | 7 547 444 901 | ..... | 120 413 488 753 |
| Postes législatifs | 163 101 677 725 | 555 125 940 | ..... | 163 656 803 665 |
| Total des dépenses budgétaires | 275 967 721 577 | 8 102 570 841 | ..... | 284 070 292 418 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Crédits votés | 57 103 001 | ..... | ..... | 57 103 001 |
| Postes législatifs | 542 457 741 | ..... | ..... | 542 457 741 |
| Total des dépenses non budgétaires | 599 560 742 | ..... | ..... | 599 560 742 |

Principaux postes

La section qui suit présente, aux fins de l'approbation par le Parlement, un aperçu des principaux postes financés par des crédits votés, figurant dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère des Pêches et des Océans : 827,3 millions de dollars**Fonds pour l'approvisionnement de trois brise-glaces pour la Garde côtière canadienne**

Ces fonds appuieront l'acquisition, la conversion, la remise en état et l'exploitation de trois brise-glaces commerciaux. Ces brise-glaces fourniront une capacité provisoire à la Garde côtière canadienne pendant que les navires existants feront l'objet d'entretien et de prolongation de durée de vie, et que les navires de remplacement seront construits dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien : 666,0 millions de dollars**Fonds pour le règlement de revendications particulières en vertu des traités Williams**

Les traités Williams concernent l'acquisition par la Couronne en 1923 de trois grands territoires dans le sud et le centre de l'Ontario. Ces fonds serviront à couvrir les coûts de négociation, de services juridiques et de ratification de l'accord de règlement des revendications particulières des traités Williams et à fournir une indemnisation aux Premières Nations.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 541,4 millions de dollars**Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés**

Ces fonds serviront à indemniser les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités de service ou d'emploi. Les coûts découlent des ententes signées entre le 1er août 2017 et le 10 août 2018.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, ministère des Services aux Autochtones Canada et ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile : 438,5 millions de dollars**Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones**

Les fonds seront répartis parmi 14 initiatives visant à répondre aux besoins essentiels en matière d'infrastructure et à soutenir les programmes d'infrastructure existants dans les collectivités autochtones. Ils permettront d'appuyer des projets comme les postes de soins infirmiers, des établissements de soins de longue durée, des installations des services de police, et des installations de traitement de l'eau et des eaux usées.

Ministère des Services aux Autochtones Canada : 423,1 millions de dollars**Fonds pour le Programme amélioré pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations et pour surveiller et analyser l'eau potable dans les réserves**

Ces fonds seront alloués à l'infrastructure d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées dans les réserves, à l'exploitation et à l'entretien des installations, à la formation des opérateurs des réseaux de distribution d'eau, et à la surveillance et à l'analyse de l'eau potable.

Ministère des Services aux Autochtones Canada : 323,3 millions de dollars**Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan**

Le principe de Jordan permet de veiller à ce que tous les enfants des Premières Nations puissent avoir accès aux produits, aux services et au soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Ces fonds peuvent couvrir, par exemple, des fournitures et des équipements médicaux spécialisés, de la physiothérapie et de l'orthophonie, des services de répit et d'autres services de soins à domicile, ainsi que des soutiens en éducation spécialisée.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 291,8 millions de dollars**Fonds pour le projet de corridor du nouveau pont Champlain**

En avril 2018, le gouvernement du Canada et le Groupe Signature sur le Saint-Laurent ont annoncé une entente de règlement visant à régler des enjeux comme les dépassements de coûts liés au transport de pièces surdimensionnées et aux retards de construction. Ces fonds serviront à payer le règlement, y compris les coûts liés à l'accélération des travaux pour rattraper les retards de construction, et à établir une réserve pour des éventualités pour 2018-2019.

Autorité du pont Windsor-Détroit : 283,6 millions de dollars**Fonds pour le pont international Gordie-Howe**

Ces fonds permettront de couvrir les coûts du projet et de la construction du pont international Gordie-Howe, ainsi que les coûts d'exploitation de l'Autorité.

Ministère de la Défense nationale : 282,2 millions de dollars**Fonds pour les dépenses en immobilisations à l'appui de la politique Protection, Sécurité, Engagement**

Ces fonds serviront à financer des investissements d'une valeur de moins de 100 millions de dollars, notamment pour l'achat d'équipement militaire, comme des véhicules, des chariots élévateurs à fourches, des grues mobiles, du matériel de laboratoire, des serveurs et des logiciels de technologie de l'information. Les fonds appuieront également la modernisation des installations du Commandement du renseignement des Forces canadiennes ainsi que des projets de construction et de modernisation du complexe Carling à Ottawa.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien : 239,4 millions de dollars**Fonds pour régler la revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8 de la Nation crie de Little Red River**

Ces fonds serviront à couvrir les paiements d'indemnisation, ainsi que les coûts de négociation, de services juridiques et de ratification de la Première Nation.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 210,4 millions de dollars**Financement pour assumer les engagements de PPP Canada par rapport au Fonds PPP Canada**

PPP Canada Inc., une société d'État créée dans le but de promouvoir les partenariats public-privé, a été dissoute en mars 2018. Ces fonds permettront à Infrastructure Canada de respecter les accords de financement restants avec d'autres ordres du gouvernement, que le gouvernement avait conclus en vertu de l'ancien Fonds PPP Canada.

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2018-2019

Les modifications apportées à la structure gouvernementale sont reflétées dans le présent budget des dépenses :

- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie : la ministre des Sciences a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1011);
- Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme : la ministre de la Condition féminine a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1010);
- Commission de la fonction publique : Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada a été nommé ministre compétent aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1204);
- Conseil de recherches en sciences humaines : la ministre des Sciences a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1012).

Les autorisations nouvelles ou modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la Loi de crédit pour le présent budget des dépenses :

- Le ministère des Finances a ajouté le crédit 10 pour augmenter le montant total des paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières;
- Le ministère de la Défense nationale ajoute les crédits 15 et 20 pour la radiation et l'annulation des dettes.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 123 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2018-2019. De ces organisations, 76 ont défini des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Budget des dépenses 2018-2019 | | |
|---|-------------------------------|--|---|--|----------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Budgétaire | | | | | |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | 725 303 977 | 760 684 214 | 826 769 871 | 36 038 397 | 862 808 268 |
| Administration du pipe-line du Nord | 254 331 | 494 830 | 493 880 | ..... | 493 880 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 38 688 000 | 36 758 809 | 34 740 664 | 20 965 129 | 55 705 793 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 785 911 860 | 767 034 014 | 752 553 921 | 9 425 221 | 761 979 142 |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | 53 639 049 | 54 940 014 | 50 292 603 | 99 196 | 50 391 799 |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | 315 952 633 | 309 691 869 | 277 355 202 | ..... | 277 355 202 |
| Agence de la santé publique du Canada | 559 217 028 | 602 413 459 | 680 483 805 | 6 668 729 | 687 152 534 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 332 365 502 | 355 293 653 | 330 525 760 | 25 587 539 | 356 113 299 |
| Agence des services frontaliers du Canada | 1 698 950 888 | 1 998 670 693 | 2 171 981 626 | 94 128 935 | 2 266 110 561 |
| Agence du revenu du Canada | 4 389 947 763 | 4 235 144 026 | 4 362 562 019 | 32 621 294 | 4 395 183 313 |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario | 222 135 612 | 269 327 049 | 213 014 574 | 99 196 | 213 113 770 |
| Agence Parcs Canada | 1 191 693 051 | 1 465 317 453 | 1 858 889 901 | 45 638 520 | 1 904 528 421 |
| Agence spatiale canadienne | 388 298 278 | 366 765 943 | 388 625 800 | 31 295 854 | 419 921 654 |
| Autorité du pont Windsor-Détroit | 334 500 000 | 317 817 400 | 195 992 153 | 283 605 894 | 479 598 047 |
| Bibliothèque du Parlement | 42 441 667 | 50 908 137 | 48 086 005 | ..... | 48 086 005 |
| Bibliothèque et Archives du Canada | 114 500 638 | 120 276 837 | 127 156 160 | ..... | 127 156 160 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 29 992 745 | 31 262 154 | 30 550 155 | 2 977 444 | 33 527 599 |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada | 4 692 771 | 4 615 504 | 5 345 881 | 99 196 | 5 445 077 |
| Bureau de l'infrastructure du Canada | 3 207 766 272 | 7 124 718 625 | 6 160 309 113 | 548 057 655 | 6 708 366 768 |
| Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme | 35 269 616 | 44 304 450 | 70 027 796 | ..... | 70 027 796 |
| Bureau du commissaire à la magistrature fédérale | 546 796 447 | 572 861 315 | 586 747 223 | ..... | 586 747 223 |
| Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique | 6 232 902 | 6 901 551 | 6 867 923 | ..... | 6 867 923 |
| Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications | 2 004 378 | 2 109 216 | 2 217 642 | ..... | 2 217 642 |
| Bureau du Conseil privé | 154 240 941 | 215 183 955 | 173 689 865 | 60 423 105 | 234 112 970 |
| Bureau du conseiller sénatorial en éthique | 922 471 | 1 232 127 | 1 337 179 | ..... | 1 337 179 |
| Bureau du directeur des poursuites pénales | 177 584 797 | 181 426 829 | 186 728 010 | (71 464) | 186 656 546 |
| Bureau du directeur général des élections | 102 431 724 | 112 207 990 | 136 394 038 | ..... | 136 394 038 |
| Bureau du directeur parlementaire du budget | ..... | 731 227 | 7 614 038 | ..... | 7 614 038 |

Budget des dépenses par organisation

| | Budget des dépenses 2018-2019 | | | | |
|--|---------------------------------------|--|--|---|------------------------------------|
| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Bureau du secrétaire du gouverneur général | 22 663 085 | 22 744 010 | 23 852 803 | ..... | 23 852 803 |
| Bureau du surintendant des institutions financières | 148 021 376 | 150 160 327 | 153 078 925 | ..... | 153 078 925 |
| Bureau du vérificateur général | 79 029 225 | 77 501 972 | 87 755 316 | ..... | 87 755 316 |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | 9 930 397 | 8 877 401 | 9 036 145 | ..... | 9 036 145 |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | 55 406 525 | 51 645 553 | 54 188 316 | (245 539) | 53 942 777 |
| Centre de la sécurité des télécommunications | 590 860 194 | 607 873 673 | 681 422 196 | 1 480 897 | 682 903 093 |
| Centre de recherches pour le développement international | 147 474 006 | 138 705 625 | 139 338 189 | 1 000 000 | 140 338 189 |
| Chambre des communes | 444 894 398 | 511 013 221 | 507 011 976 | 15 906 585 | 522 918 561 |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 4 474 768 | 7 021 346 | 5 330 816 | 99 196 | 5 430 012 |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | 1 524 278 | 1 872 645 | 3 167 313 | 236 162 | 3 403 475 |
| Comité externe d'examen des griefs militaires | 5 985 802 | 7 317 226 | 7 069 442 | ..... | 7 069 442 |
| Commissariat à l'intégrité du secteur public | 4 323 699 | 5 441 381 | 5 731 830 | ..... | 5 731 830 |
| Commissariat au lobbying | 4 536 578 | 4 824 639 | 6 155 531 | ..... | 6 155 531 |
| Commissariat aux langues officielles | 20 434 720 | 20 729 984 | 22 212 363 | ..... | 22 212 363 |
| Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 36 683 988 | 37 343 183 | 40 712 413 | ..... | 40 712 413 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | 137 126 030 | 136 920 459 | 142 610 881 | ..... | 142 610 881 |
| Commission canadienne des droits de la personne | 21 680 570 | 21 823 120 | 23 317 553 | ..... | 23 317 553 |
| Commission canadienne des grains | (20 572 987) | 5 299 113 | 5 707 673 | 99 196 | 5 806 869 |
| Commission canadienne du lait | 3 773 193 | 3 599 617 | 3 755 068 | 99 196 | 3 854 264 |
| Commission canadienne du tourisme | 95 475 770 | 95 475 770 | 95 655 544 | ..... | 95 655 544 |
| Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada | 9 035 952 | 9 935 889 | 11 103 329 | 99 196 | 11 202 525 |
| Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | 4 119 530 | 4 638 300 | 4 927 795 | ..... | 4 927 795 |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 115 499 467 | 130 730 269 | 172 325 745 | 2 074 423 | 174 400 168 |
| Commission de la capitale nationale | 90 623 439 | 92 485 250 | 108 428 626 | ..... | 108 428 626 |
| Commission de la fonction publique | 75 823 108 | 83 762 934 | 89 995 776 | 99 196 | 90 094 972 |
| Commission des champs de bataille nationaux | 9 323 574 | 9 713 927 | 10 179 197 | ..... | 10 179 197 |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada | 46 825 441 | 46 263 971 | 50 452 440 | 99 196 | 50 551 636 |
| Commission du droit d'auteur | 3 095 728 | 3 074 729 | 3 458 459 | 99 196 | 3 557 655 |
| Commission mixte internationale (section canadienne) | 6 450 623 | 10 049 693 | 12 317 201 | 963 264 | 13 280 465 |
| Conseil canadien des normes | 10 515 380 | 12 785 001 | 14 943 000 | ..... | 14 943 000 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Budget des dépenses 2018-2019 | | |
|--|-------------------------------|--|---|--|----------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 10 133 959 | 10 866 321 | 15 221 839 | 99 196 | 15 321 035 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 11 391 546 | 11 486 197 | 14 202 932 | 99 196 | 14 302 128 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 775 954 047 | 785 555 565 | 818 917 153 | 3 334 305 | 822 251 458 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 1 191 260 893 | 1 217 698 921 | 1 300 817 349 | (456 104) | 1 300 361 245 |
| Conseil des Arts du Canada | 222 574 389 | 257 988 389 | 292 632 337 | 127 000 | 292 759 337 |
| Conseil national de recherches du Canada | 1 048 740 465 | 1 082 769 409 | 1 270 067 985 | 5 536 793 | 1 275 604 778 |
| Corporation commerciale canadienne | 3 510 000 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| École de la fonction publique du Canada | 82 784 238 | 77 577 537 | 84 645 954 | 99 196 | 84 745 150 |
| Énergie atomique du Canada, Limitée | 784 133 000 | 971 355 163 | 1 043 539 640 | 43 292 | 1 043 582 932 |
| Gendarmerie royale du Canada | 3 017 626 084 | 3 311 602 459 | 3 706 696 863 | 163 253 832 | 3 869 950 695 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 1 081 330 344 | 1 094 624 139 | 1 146 663 947 | 367 327 | 1 147 031 274 |
| Investir au Canada | ..... | ..... | 23 740 089 | ..... | 23 740 089 |
| La Société des ponts fédéraux Limitée | 41 781 858 | 23 583 887 | 3 472 857 | ..... | 3 472 857 |
| Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. | 284 286 532 | 331 777 000 | 250 127 000 | ..... | 250 127 000 |
| Marine Atlantique S.C.C. | 98 967 000 | 213 734 000 | 151 104 000 | ..... | 151 104 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire | 2 614 910 350 | 2 323 723 482 | 2 553 630 491 | 30 254 785 | 2 583 885 276 |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 56 338 965 704 | 58 422 616 520 | 60 944 414 130 | 69 394 513 | 61 013 808 643 |
| Ministère de l'Environnement | 1 005 868 280 | 1 230 991 489 | 1 634 274 461 | 19 797 778 | 1 654 072 239 |
| Ministère de l'Industrie | 2 086 913 785 | 2 808 194 527 | 2 943 550 176 | 159 328 797 | 3 102 878 973 |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 1 600 050 249 | 2 011 154 561 | 2 396 302 642 | 59 919 737 | 2 456 222 379 |
| Ministère de la Défense nationale | 18 606 153 529 | 20 498 273 395 | 20 770 442 983 | 320 298 989 | 21 090 741 972 |
| Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 190 483 274 | 228 086 811 | 159 283 108 | 53 521 644 | 212 804 752 |
| Ministère de la Justice | 689 819 446 | 705 616 034 | 754 989 726 | 5 424 140 | 760 413 866 |
| Ministère de la Santé | 4 153 217 124 | 4 638 641 927 | 2 360 580 019 | 33 486 927 | 2 394 066 946 |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 1 197 611 936 | 1 096 921 826 | 1 171 048 181 | (14 236 855) | 1 156 811 326 |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 6 260 024 806 | 6 894 659 923 | 6 723 709 850 | 383 521 571 | 7 107 231 421 |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 9 132 505 051 | 11 175 685 049 | 3 142 557 288 | 1 689 427 158 | 4 831 984 446 |
| Ministère des Anciens Combattants | 3 770 808 741 | 4 894 686 325 | 4 405 090 900 | 51 618 013 | 4 456 708 913 |
| Ministère des Finances | 88 421 552 238 | 89 968 290 117 | 93 976 670 527 | 491 831 330 | 94 468 501 857 |
| Ministère des Pêches et des Océans | 2 352 678 236 | 2 635 076 728 | 2 767 508 064 | 983 150 366 | 3 750 658 430 |
| Ministère des Ressources naturelles | 1 357 998 914 | 1 451 279 469 | 1 500 864 261 | 19 309 672 | 1 520 173 933 |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | ..... | 359 606 267 | 9 657 419 638 | 1 230 051 048 | 10 887 470 686 |
| Ministère des Transports | 1 191 158 784 | 1 430 670 588 | 1 610 392 629 | 31 951 855 | 1 642 344 484 |

Budget des dépenses par organisation

| | Budget des dépenses 2018-2019 | | | | |
|--|---------------------------------------|--|--|---|------------------------------------|
| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 3 205 426 707 | 3 913 492 194 | 3 475 140 253 | 60 914 773 | 3 536 055 026 |
| Ministère du Patrimoine canadien | 1 393 267 923 | 1 507 391 662 | 1 324 442 443 | 32 416 151 | 1 356 858 594 |
| Musée canadien de l'histoire | 77 746 477 | 72 412 521 | 75 952 129 | ..... | 75 952 129 |
| Musée canadien de l'immigration du Quai 21 | 7 900 000 | 7 820 000 | 8 215 347 | ..... | 8 215 347 |
| Musée canadien de la nature | 29 770 297 | 32 515 112 | 31 080 812 | ..... | 31 080 812 |
| Musée canadien des droits de la personne | 33 604 000 | 24 865 000 | 21 308 564 | ..... | 21 308 564 |
| Musée des beaux-arts du Canada | 46 127 385 | 54 203 410 | 51 383 427 | ..... | 51 383 427 |
| Musée national des sciences et de la technologie | 108 103 274 | 144 547 797 | 30 158 102 | ..... | 30 158 102 |
| Office des transports du Canada | 26 948 077 | 30 914 166 | 34 794 628 | 1 937 411 | 36 732 039 |
| Office national de l'énergie | 84 616 818 | 87 112 882 | 79 074 329 | 8 001 187 | 87 075 516 |
| Office national du film | 63 914 426 | 76 243 946 | 76 772 000 | 99 196 | 76 871 196 |
| PPP Canada Inc. | 11 800 000 | 279 500 000 | ..... | ..... | ..... |
| Registraire de la Cour suprême du Canada | 33 679 426 | 35 043 522 | 36 034 487 | 115 004 | 36 149 491 |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | 5 241 938 | 5 924 659 | 6 247 785 | ..... | 6 247 785 |
| Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement | ..... | 4 326 731 | 3 493 828 | 3 278 218 | 6 772 046 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 3 064 208 634 | 9 053 246 000 | 9 580 938 499 | 815 527 426 | 10 396 465 925 |
| Sénat | 80 678 756 | 103 874 365 | 109 080 103 | ..... | 109 080 103 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | 72 277 248 | 80 041 007 | 80 649 187 | 4 959 823 | 85 609 010 |
| Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs | 60 162 007 | 64 386 668 | 68 753 760 | ..... | 68 753 760 |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 589 416 195 | 583 439 947 | 583 515 228 | 15 961 621 | 599 476 849 |
| Service correctionnel du Canada | 2 362 804 401 | 2 541 056 691 | 2 493 397 729 | 2 339 766 | 2 495 737 495 |
| Service de protection parlementaire | 64 780 326 | 86 692 682 | 83 447 760 | 7 629 715 | 91 077 475 |
| Services partagés Canada | 1 681 369 737 | 1 773 849 642 | 1 846 957 682 | 124 977 343 | 1 971 935 025 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 3 129 131 175 | 2 778 055 809 | 2 427 435 894 | 7 000 000 | 2 434 435 894 |
| Société canadienne des postes | 22 210 000 | 22 210 000 | 22 210 000 | ..... | 22 210 000 |
| Société du Centre national des Arts | 135 309 431 | 140 034 681 | 35 258 623 | 150 000 | 35 408 623 |
| Société Radio-Canada | 1 113 023 798 | 1 188 023 798 | 1 210 777 365 | ..... | 1 210 777 365 |
| Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique | 15 866 478 | 22 222 790 | 29 655 590 | (1 704 000) | 27 951 590 |
| Statistique Canada | 681 517 161 | 486 648 751 | 502 000 012 | 7 542 506 | 509 542 518 |
| Téléfilm Canada | 97 453 551 | 102 953 552 | 100 866 729 | 1 000 000 | 101 866 729 |
| Tribunal des anciens combattants (révision et appel) | 10 235 289 | 10 790 952 | 11 376 195 | 99 196 | 11 475 391 |
| VIA Rail Canada Inc. | 348 387 317 | 456 402 731 | 538 088 193 | ..... | 538 088 193 |
| Total budgétaire | 245 928 946 252 | 270 263 761 264 | 276 755 680 370 | 8 102 570 841 | 284 858 251 211 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2016-2017 | Budget des dépenses à ce jour 2017-2018 | Budget des dépenses 2018-2019 | | |
|---|-------------------------------|--|---|--|----------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour (dollars) | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| Non budgétaire | | | | | |
| Commission canadienne du lait | 42 134 698 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 640 872 868 | 569 246 617 | 734 973 706 | ..... | 734 973 706 |
| Ministère de l'Industrie | ..... | 800 000 | 800 000 | ..... | 800 000 |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 1 893 585 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Ministère de la Défense nationale | 9 262 275 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 8 154 372 | 40 460 002 | 14 617 036 | ..... | 14 617 036 |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 38 322 363 | 56 303 001 | 56 303 000 | ..... | 56 303 000 |
| Ministère des Finances | 52 023 329 000 | 53 400 000 | 52 300 000 | ..... | 52 300 000 |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | (2 142 654) | 14 000 000 | ..... | ..... | ..... |
| Service correctionnel du Canada | 450 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | (770 376 300) | (19 790 000) | (259 433 000) | ..... | (259 433 000) |
| Total non budgétaire | 51 991 450 657 | 714 419 620 | 599 560 742 | ..... | 599 560 742 |

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

| Organisation | Montant (dollars) |
|---|----------------------|
| Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones | |
| Les fonds seront répartis parmi 14 initiatives visant à répondre aux besoins essentiels en matière d'infrastructure et à soutenir les programmes d'infrastructure existants dans les collectivités autochtones. Ils permettront d'appuyer des projets comme les postes de soins infirmiers, des établissements de soins de longue durée, des installations des services de police, et des installations de traitement de l'eau et des eaux usées. | |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 12 002 368 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour évaluer les installations des services de police communautaires et pour mettre sur pied et administrer un nouveau programme de contributions pour la rénovation, l'assainissement et le remplacement d'installations des services de police dans des collectivités des Premières Nations et Inuits. | |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 139 049 404 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions à l'appui d'investissements supplémentaires dans les infrastructures des collectivités autochtones. | |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | 287 438 678 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions à l'appui d'investissements supplémentaires dans les infrastructures des collectivités autochtones. | |
| Total des postes législatifs | 1 834 034 |
| Total | 440 324 484 |

Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT

En juin 2018, l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT a permis d'accorder des prestations et des indemnités aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête, qui ont été sanctionnées, libérées ou renvoyées des Forces armées Canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada et de la fonction publique en raison de leur orientation sexuelle, identité de genre ou expression de genre.

| | |
|---|--------------------|
| Ministère de la Défense nationale | 21 980 000 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour les frais juridiques et administratifs liés à l'entente. | |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 128 020 000 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Le financement sera alloué aux ministères et aux organismes pour les versements d'indemnités individuelles et les mesures de commémoration. | |
| Total | 150 000 000 |

Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones

Ce financement sera utilisé pour augmenter l'accès à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants de haute qualité, abordables et fondés sur la culture aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis partout au Canada.

| | |
|---|-------------|
| Agence de la santé publique du Canada | 5 515 959 |
| • Dépenses de fonctionnement et contributions pour la mise en œuvre du nouveau Cadre et la gestion des modes de financement. | |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 3 398 703 |
| • Dépenses de fonctionnement pour mettre sur pied le secrétariat de l'apprentissage et de la garde de jeunes enfants et appuyer la mise en œuvre d'un nouveau modèle de partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation Métis. | |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | 1 029 120 |
| • Dépenses de fonctionnement pour appuyer la mise en œuvre du nouveau Cadre et la gestion des modes de financement. | |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 119 500 000 |
| • Fonds alloués aux ministères et aux organismes pour appuyer les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones. Les allocations aux programmes précis seront fondées sur les décisions prises en collaboration avec l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Conseil National Métis. | |
| Total des postes législatifs | 833 466 |
| Total | 130 277 248 |

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec

En juin 2018, les dirigeants du G7 se sont réunis dans la région de Charlevoix, au Québec. Un certain nombre de réunions préparatoires et d'activités de sensibilisation ont également eu lieu.

| | |
|---|------------|
| Gendarmerie royale du Canada | 69 879 079 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour assurer la sécurité au Sommet et l'acquisition d'équipements connexes. | |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 10 698 215 |
| • Dépenses de fonctionnement pour le transport, la location de mobilier et d'équipement, la photographie, la diffusion et les communications. | |
| Total | 80 577 294 |

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires

Le nouveau processus élargira les évaluations pour prendre en compte les impacts sur la santé et socioéconomiques, créera une nouvelle phase de planification précoce et de mobilisation et renforcera les partenariats avec les peuples autochtones.

| | |
|---|------------|
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 19 038 215 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mettre en œuvre le processus élargi, y compris la création d'un nouveau registre public de projets afin d'appuyer la collaboration sur les évaluations régionales et stratégiques. • Subventions et contributions pour appuyer le renforcement des capacités de recherche et la participation des partenaires autochtones et du public quant au processus d'évaluation des impacts. | |
| Ministère de l'Environnement | 8 062 111 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, la collecte de données, et la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la surveillance communautaire. | |
| Ministère de la Santé | 5 041 699 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour fournir une expertise sur les impacts sur la santé et les évaluations cumulatives des effets et pour appuyer le partage des données. | |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 2 184 924 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour guider les consultations et évaluer les projets sur les terres des réserves. • Contributions pour appuyer la participation des groupes autochtones du Nord dans le processus d'évaluation des impacts. | |
| Ministère des Pêches et des Océans | 4 976 588 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, ainsi que la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la participation de groupes autochtones dans la gestion des lieux de pêche et de l'habitat des poissons. | |
| Ministère des Ressources naturelles | 10 915 690 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, ainsi que la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la participation des groupes autochtones à l'élaboration de règlements et de politiques. | |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | 411 283 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions pour augmenter la capacité d'analyse des répercussions sur la santé, notamment les études communautaires. | |
| Ministère des Transports | 10 393 583 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, la collecte de données et, en vertu de la Loi sur les eaux navigables canadiennes proposée, l'élaboration de règlements connexes, puis la création d'un registre public en ligne pour les renseignements sur les projets. • Contributions pour appuyer la participation de groupes autochtones dans le système de protection de la navigation et la mise sur pied de groupes consultatifs autochtones. | |
| Office national de l'énergie | 7 066 675 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour embaucher des spécialistes techniques et préparer l'organisme pour des changements à la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie proposée. • Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et du public dans le processus d'évaluation des impacts. | |
| Total des postes législatifs | 6 521 404 |
| Total | 74 612 172 |

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux

Ce financement appuiera le Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux qui consiste à achever l'évaluation, l'assainissement et la gestion des risques des sites contaminés fédéraux présentant des risques élevés.

| | |
|---|-------------------|
| Ministère de la Défense nationale | 835 834 |
| • Dépenses de fonctionnement pour les sites militaires en cours d'assainissement. | |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 54 896 248 |
| • Dépenses de fonctionnement et contributions aux Premières Nations pour les activités d'assainissement aux sites contaminés dans le Nord et sur des terres des réserves. | |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 5 500 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour les activités d'assainissement de sites contaminés, y compris les sites le long de la route de l'Alaska. | |
| Total | <u>61 232 082</u> |

Fonds pour continuer à respecter les obligations du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

Des fonds ont également été accordés au ministère des Services aux Autochtones du Canada, provenant du crédit central d'exécution du budget, pour la prestation de services de soutien en santé mentale et émotionnelle aux anciens élèves et à leurs familles, y compris des services de consultation psychologique professionnels, un soutien culturel offert par les aînés autochtones et les guérisseurs traditionnels, ainsi qu'un soutien émotionnel des travailleurs communautaires.

| | |
|--|-------------------|
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 47 351 958 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital et contributions pour appuyer le traitement des demandes dans le cadre du processus d'évaluation indépendant. | |
| Total des postes législatifs | <u>1 669 130</u> |
| Total | <u>49 021 088</u> |

Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités

Ces fonds serviront à appuyer les négociations des ententes et la mise en œuvre des mesures liées aux traités.

| | |
|--|-------------------|
| Agence Parcs Canada | 1 076 222 |
| • Dépenses de fonctionnement et contributions pour appuyer l'intendance autochtone des ressources culturelles. | |
| Ministère des Pêches et des Océans | 33 850 030 |
| • Contributions pour appuyer l'élaboration de structures de gouvernance et l'achat de permis et d'équipement. | |
| Total des postes législatifs | <u>25 980</u> |
| Total | <u>34 952 232</u> |

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs

Ce financement appuiera les programmes provinciaux et territoriaux visant à réduire la violence liée aux armes à feu et aux gangs et, au niveau fédéral, à renforcer la collecte de données.

| | |
|--|------------|
| Agence des services frontaliers du Canada | 5 661 416 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour renforcer la capacité de l'Agence à mettre fin à la contrebande d'armes à feu, au moyen des technologies d'imagerie, des chiens et de la formation. | |
| Gendarmerie royale du Canada | 4 431 662 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour les enquêtes, le recueil et l'analyse de renseignements, l'identification et le dépistage des armes à feu, les conseils d'experts, l'accès aux bases de données spécialisées et la formation. | |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 19 759 082 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour l'élaboration de politiques, la collaboration nationale, l'échange de renseignements, la recherche et la collecte de données. • Contributions pour appuyer les provinces et les territoires dans les activités de prévention, d'application de la loi, de poursuites, de collecte de données et de formation. | |
| Total des postes législatifs | 888 466 |
| Total | 30 740 626 |

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018)

Ces fonds seront utilisés pour renforcer la capacité interne en vue de traiter les problèmes liés aux ressources humaines et à l'administration de la paye.

| | |
|--|-----------|
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 99 196 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 852 917 |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | 99 196 |
| Agence de la santé publique du Canada | 216 112 |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario | 99 196 |
| Agence Parcs Canada | 673 286 |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada | 99 196 |
| Bureau du Conseil privé | 99 196 |
| Bureau du directeur des poursuites pénales | 108 510 |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 99 196 |
| Commission canadienne des grains | 99 196 |
| Commission canadienne du lait | 99 196 |
| Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada | 99 196 |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 129 278 |
| Commission de la fonction publique | 99 196 |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada | 99 196 |
| Commission du droit d'auteur | 99 196 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 99 196 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 99 196 |
| École de la fonction publique du Canada | 99 196 |
| Gendarmerie royale du Canada | 1 109 910 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire | 634 801 |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 3 191 733 |
| Ministère de l'Environnement | 769 838 |
| Ministère de l'Industrie | 524 737 |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 935 821 |
| Ministère de la Défense nationale | 3 090 753 |
| Ministère de la Justice | 510 271 |
| Ministère de la Santé | 1 321 584 |

| | |
|--|-------------------|
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 129 278 |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 863 666 |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 546 164 |
| Ministère des Anciens Combattants | 302 971 |
| Ministère des Finances | 99 196 |
| Ministère des Pêches et des Océans | 1 581 070 |
| Ministère des Ressources naturelles | 471 374 |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 1 803 820 |
| Ministère du Patrimoine canadien | 184 700 |
| Office national du film | 99 196 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 210 934 |
| Service correctionnel du Canada | 2 339 766 |
| Services partagés Canada | 611 975 |
| Tribunal des anciens combattants (révision et appel) | 99 196 |
| Total | <u>24 900 797</u> |

Fonds pour la Stratégie d'exportation créative

Le financement complétera les programmes qui appuient les œuvres créatives et renforcera les services disponibles liés à l'exportation afin de faciliter la découverte de contenu canadien par les acheteurs et le public étranger.

| | |
|--|-------------------|
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 5 516 754 |
| • Dépenses de fonctionnement pour aider les principales missions canadiennes à l'étranger à faire la promotion des industries créatives du Canada. | |
| Ministère du Patrimoine canadien | 17 183 218 |
| • Dépenses de fonctionnement pour appuyer la Stratégie en travaillant avec le secteur créatif pour cerner et traiter les défis liés à l'exportation du contenu créatif. | |
| • Subventions et des contributions appuieront les programmes existants (le Fonds du Canada pour la présentation des arts, le Fonds du livre du Canada, le Fonds de la musique du Canada, le Fonds du Canada pour les périodiques) ainsi que le nouveau Fonds d'exportation pour les industries créatives, lequel met l'accent sur les médias créatifs émergents, comme les jeux vidéo, le contenu diffusé et la réalité virtuelle. | |
| Téléfilm Canada | 1 000 000 |
| • Paiements pour appuyer les maisons de productions canadiennes dans leur participation aux coproductions cinématographiques et télévisuelles. | |
| Total des postes législatifs | <u>898 100</u> |
| Total | <u>24 598 072</u> |

Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020

Ces fonds serviront à mettre à niveau les services de technologie de l'information, à traiter les demandes et les appels, à réaliser les enquêtes de sécurité et l'application de la loi pour atteindre la cible d'accueil de 310 000 immigrants au cours de l'année 2018.

| | |
|---|------------|
| Agence des services frontaliers du Canada | 6 009 824 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour les enquêtes de sécurité sur les demandeurs de résidence, les enquêtes criminelles et l'application de la loi. | |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 387 169 |
| • Dépenses de fonctionnement pour le traitement des demandes d'asile et des appels en matière d'immigration, et pour la tenue d'enquêtes et de contrôles des motifs de détention. | |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 1 134 433 |
| • Dépenses de fonctionnement pour les enquêtes de sécurité sur les demandeurs de résidence. | |
| Services partagés Canada | 14 601 736 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour fournir les services centraux de technologies de l'information. | |
| Total des postes législatifs | 896 126 |
| Total | 23 029 288 |

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration

Ce financement appuiera la protection continue des renseignements classifiés utilisés pour les décisions, les audiences et les procédures d'immigration en vertu du processus de la section 9. Les procédures en vertu de ce processus permettent : d'empêcher les noncitoyens inadmissibles d'obtenir un statut juridique permanent au Canada; de confirmer leur inadmissibilité devant les tribunaux canadiens; et d'établir des mesures de sécurité visant à atténuer les risques pour les Canadiens. Les fonds serviront également à appuyer la disposition d'un avocat en vertu du Programme des avocats spéciaux.

| | |
|--|------------------|
| Agence des services frontaliers du Canada | 3 511 161 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour participer aux audiences devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, détenir ou surveiller les conditions de libérations d'individus visés par les certificats de sécurité et faire des évaluations pour appuyer les décisions sur les demandes de résidence. | |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 1 293 320 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener des audiences et juger des cas, appuyer le greffe de la cour et assurer un soutien juridique et la sécurité sur les lieux, fournir des locaux sécurisés à toutes les parties et fournir un soutien administratif et technique sur place aux avocats spéciaux. | |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 2 078 535 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour traiter les demandes d'immigration et les évaluations des risques, et fournir des directives aux avocats d'affaires. | |
| Ministère de la Justice | 2 820 160 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services juridiques au gouvernement et l'administration du Programme des avocats spéciaux. • Contribution pour financer l'avocat public de la personne désignée lors des portions ouvertes des cas d'immigrations. | |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 371 546 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener l'élaboration de politiques et fournir des conseils sur les enjeux au sujet de la sécurité nationale. | |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 246 463 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener les négociations d'assurances diplomatiques renforcées dans les cas appropriés, examiner les pratiques internationales et maintenir un engagement international sur cet enjeu. | |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | 3 903 047 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour fournir un appui sur place aux juges et aux avocats spéciaux et maintenir la sécurité des locaux et de la technologie de l'information. | |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 4 777 671 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour appuyer les litiges, respecter les obligations de divulgation ordonnées par la cour, continuer le travail sur les politiques et appuyer les activités de surveillance et d'enquêtes. | |
| Total des postes législatifs | <u>2 645 405</u> |
| Total | 21 647 308 |

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Les programmes de publicité gouvernementale fournissent des renseignements aux Canadiens sur une variété de programmes et services gouvernementaux. Les objectifs de campagne comprennent : d'informer les Canadiens au sujet des services aux aînés, des crédits et des prestations aux particuliers; de faire la promotion de la vaccination et de l'apprentissage; de dissuader la conduite sous l'influence des drogues; d'encourager les femmes à poursuivre une carrière en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques.

| | |
|--|------------|
| Agence de la santé publique du Canada | 1 000 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne de vaccination. | |
| Agence du revenu du Canada | 6 900 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne des prestations et crédits des particuliers et la campagne pour sévir contre l'évasion fiscale et lutter contre l'évitement fiscal. | |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 4 500 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne sur les services pour la retraite et les prestations aux aînés. | |
| Ministère de l'Environnement | 1 400 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne sur le patrimoine naturel. | |
| Ministère de l'Industrie | 2 420 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne d'Innovation Canada, des femmes entrepreneures et des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques. | |
| Ministère de la Santé | 500 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne de prélégalisation du cannabis. | |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 2 000 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne Ne conduis pas gelé. | |
| Ministère des Anciens Combattants | 180 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour la campagne du Souvenir. | |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 2 500 000 |
| • Dépenses de fonctionnement pour le Fonds pour la publicité numérique, qui utilise la publicité numérique pour communiquer rapidement avec les Canadiens au sujet d'annonces importantes et de priorités. | |
| Total | 21 400 000 |

Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone

Le gouvernement élabore un système fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone qui s'appliquerait aux provinces et aux territoires sur demande, et aux provinces et aux territoires qui n'ont pas de système de tarification qui respecte le modèle fédéral en place d'ici la fin de 2018.

| | |
|---|------------|
| Agence du revenu du Canada | 13 066 738 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour préparer la mise en œuvre et l'administration d'une approche pancanadienne sur la tarification du carbone, protéger les revenus fédéraux et provinciaux et assurer que les déclarants se conforment aux exigences décrites dans les règlements et la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. | |
| Ministère de l'Environnement | 3 942 555 |
| • Dépenses de fonctionnement pour évaluer si les systèmes provinciaux et territoriaux de tarification du carbone respectent le modèle fédéral. | |
| Total des postes législatifs | 2 568 709 |
| Total | 19 578 002 |

Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins

La Stratégie coordonne les efforts pour l'ensemble des ministères du gouvernement et favorise la coopération avec les pays étrangers en améliorant leur capacité de détecter et d'interrompre les activités de trafic de personnes.

| | |
|---|------------|
| Gendarmerie royale du Canada | 4 355 824 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour poursuivre les activités, y compris les renseignements criminels et les efforts d'application de la loi contre les organisateurs et les facilitateurs de passages clandestins. | |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 3 000 000 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour appuyer la prestation de services de base aux migrants clandestins interceptés ainsi que leur retour et réintégration volontaires. | |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 9 013 657 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la coordination d'activités pangouvernementales. • Subventions et contributions pour appuyer les activités de développement de compétences dans les pays d'origine et de transit. | |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 877 573 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour appuyer les activités opérationnelles continues en lien à la Stratégie, y compris la collecte, l'évaluation et l'analyse de renseignements liés aux menaces, ainsi que la prestation de conseils aux partenaires. | |
| Total des postes législatifs | 454 528 |
| Total | 17 701 582 |

Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018)

Ce financement appuiera la biodiversité du Canada en protégeant les espèces en péril et leur habitat, y compris les efforts de conservation d'au moins 17 % des aires terrestres et des eaux intérieures. Des fonds ont également été accordés en vertu du crédit central d'exécution du budget pour le ministère des Ressources naturelles, le ministère de l'Environnement, le ministère des Pêches et des Océans et l'Agence Parcs Canada.

| | |
|---|------------|
| Agence Parcs Canada | 14 781 872 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour renouveler et améliorer le Programme sur les espèces en péril et pour renforcer la gestion des aires de conservation du Ministère. • Subventions et contributions pour la promotion de la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada. | |
| Ministère de l'Environnement | 1 668 812 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour renouveler et améliorer le Programme sur les espèces en péril et pour renforcer la gestion des aires de conservation du Ministère. • Contributions pour la promotion de la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada. | |
| Ministère des Pêches et des Océans | 870 400 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour promouvoir la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada et protéger les espèces aquatiques en péril et leur habitat. | |
| Total des postes législatifs | 179 680 |
| Total | 17 500 764 |

Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens

En décembre 2017, en réponse à la décision de l'affaire Descheneaux c. Canada, certaines dispositions de la Loi sur les Indiens ont été modifiées dans le but de supprimer toute discrimination fondée sur le sexe.

| | |
|--|------------|
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 5 345 520 |
| • Dépenses de fonctionnement pour appuyer l'inscription et le traitement des inscriptions au Registre des Indiens. | |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | 9 633 937 |
| • Dépenses de fonctionnement pour le Programme des services de santé non assurés en raison de l'augmentation des personnes servies par le programme. | |
| Total des postes législatifs | 893 785 |
| Total | 15 873 242 |

Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments

Le Réseau d'information canadien sur la salubrité des aliments reliera les autorités fédérales et provinciales en matière de salubrité des aliments et les laboratoires privés d'évaluation des aliments partout au Canada. Il permettra de compiler, d'analyser et de partager en temps réel des données sur la salubrité des aliments, ce qui accélérera la détection des risques pour la salubrité des aliments et l'intervention nécessaire.

| | |
|--|-----------|
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 7 915 538 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour les salaires, les experts-conseils et l'achat de permis et de technologie. | |
| Ministère de la Santé | 332 949 |
| • Dépenses de fonctionnement pour moderniser l'organe d'archivage sur le Web qui fournit des données de recherche sur la contamination des aliments. | |
| Total des postes législatifs | 401 242 |
| Total | 8 649 729 |

Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration

L'utilisation de données biométriques (empreintes digitales et photographies numériques) aux fins du contrôle des immigrants est un moyen efficace pour lutter contre la fraude d'identité, tout en facilitant les déplacements des voyageurs légitimes. Ces fonds permettront aux partenaires en matière de prestation de services et de sécurité de mettre en œuvre le contrôle biométrique pour tous les demandeurs de résidence temporaire et de résidence permanente.

| | |
|--|-----------|
| Gendarmerie royale du Canada | 300 000 |
| • Dépenses en capital pour les changements de systèmes liés à au Système d'identification automatique par empreintes digitales et pour déployer des alertes électroniques d'activités criminelles. | |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 5 937 205 |
| • Dépenses de fonctionnement et en capital pour acquérir et déployer l'équipement, puis élaborer du matériel de formation. | |
| Total | 6 237 205 |

Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations

Ces fonds serviront à améliorer la collecte de données et à renforcer les enquêtes antidumping et les activités d'application de la loi, aidant à prévenir l'entrée d'acier et d'aluminium étrangers vendus à prix déloyal sur le marché nord-américain.

| | |
|---|------------------|
| Agence des services frontaliers du Canada | 2 896 451 |
| • Dépense de fonctionnement pour entreprendre des enquêtes supplémentaires et des activités de conformité liées au dumping ou aux subventions de l'acier et de l'aluminium. | |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 142 355 |
| • Dépenses de fonctionnement pour fournir des ressources au programme de surveillance des importations d'acier en vue d'augmenter la collecte de données et la production de rapports sur les importations d'acier. | |
| Total des postes législatifs | <u>475 353</u> |
| Total | <u>3 514 159</u> |

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2018-2019

Détails par organisation

| | |
|--|----|
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | 1 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 2 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 3 |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | 5 |
| Agence de la santé publique du Canada | 6 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 8 |
| Agence des services frontaliers du Canada | 9 |
| Agence du revenu du Canada | 11 |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario | 13 |
| Agence Parcs Canada | 14 |
| Agence spatiale canadienne | 16 |
| Autorité du pont Windsor-Détroit | 17 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 18 |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada | 19 |
| Bureau de l'infrastructure du Canada | 20 |
| Bureau du Conseil privé | 22 |
| Bureau du directeur des poursuites pénales | 23 |
| Centre de la sécurité des télécommunications | 24 |
| Centre de recherches pour le développement international | 25 |
| Chambre des communes | 26 |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 27 |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | 28 |
| Commission canadienne des grains | 29 |
| Commission canadienne du lait | 30 |
| Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada | 31 |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 32 |
| Commission de la fonction publique | 33 |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada | 34 |
| Commission du droit d'auteur | 35 |
| Commission mixte internationale (section canadienne) | 36 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 37 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 38 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 39 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 41 |
| Conseil des Arts du Canada | 43 |
| Conseil national de recherches du Canada | 44 |
| École de la fonction publique du Canada | 46 |
| Énergie atomique du Canada, Limitée | 47 |
| Gendarmerie royale du Canada | 48 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 50 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire | 52 |
| Ministère de l'Emploi et du Développement social | 54 |
| Ministère de l'Environnement | 57 |
| Ministère de l'Industrie | 59 |
| Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration | 61 |

Détails par organisation

| | |
|--|-----|
| Ministère de la Défense nationale | 63 |
| Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 66 |
| Ministère de la Justice | 67 |
| Ministère de la Santé | 68 |
| Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile | 70 |
| Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement | 72 |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien | 75 |
| Ministère des Anciens Combattants | 78 |
| Ministère des Finances | 80 |
| Ministère des Pêches et des Océans | 82 |
| Ministère des Ressources naturelles | 84 |
| Ministère des Services aux Autochtones Canada | 86 |
| Ministère des Transports | 89 |
| Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 91 |
| Ministère du Patrimoine canadien | 92 |
| Office des transports du Canada | 94 |
| Office national de l'énergie | 95 |
| Office national du film | 96 |
| Registraire de la Cour suprême du Canada | 97 |
| Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement | 98 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 99 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | 100 |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 101 |
| Service correctionnel du Canada | 103 |
| Service de protection parlementaire | 104 |
| Services partagés Canada | 105 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 107 |
| Société du Centre national des Arts | 108 |
| Statistique Canada | 109 |
| Téléfilm Canada | 110 |
| Tribunal des anciens combattants (révision et appel) | 111 |

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | 826 769 871 | ..... | 36 038 397 | 862 808 268 |
| Total des dépenses budgétaires | 826 769 871 | ..... | 36 038 397 | 862 808 268 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour la mise à niveau du système de contrôle des bagages enregistrés et pour l'équipement des systèmes de détection d'explosifs dans les aéroports désignés | Crédit 1a | 36 038 397 |
|--|-----------|-------------------|

Total des crédits à adopter

36 038 397

Total des dépenses budgétaires

36 038 397

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 31 343 209 | ..... | 19 137 411 | 50 480 620 |
| Total des crédits | 31 343 209 | ..... | 19 137 411 | 50 480 620 |
| Total des postes législatifs | 3 397 455 | ..... | 1 827 718 | 5 225 173 |
| Total des dépenses budgétaires | 34 740 664 | ..... | 20 965 129 | 55 705 793 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 19 038 215 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
| Total des crédits à adopter | | 19 137 411 |
| Total des crédits législatifs | | 1 827 718 |
| Total des dépenses budgétaires | | 20 965 129 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux processus d'évaluation environnementale | ..... | 100 000 | 100 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation environnementale et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations environnementales et aux activités connexes - composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones | 4 469 500 | 1 563 275 | 6 032 775 |

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions | 577 158 613 | (344 476) | 1 177 180 | 577 991 317 |
| 5a Dépenses en capital | 35 311 609 | 600 000 | 7 591 275 | 43 502 884 |
| Total des crédits | 612 470 222 | 255 524 | 8 768 455 | 621 494 201 |
| Total des postes législatifs | 140 083 699 | ..... | 401 242 | 140 484 941 |
| Total des dépenses budgétaires | 752 553 921 | 255 524 | 9 169 697 | 761 979 142 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments (poste horizontal) | Crédit 1a | 324 263 |
| | Crédit 5a | 7 591 275 |
| Total | | 7 915 538 |

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 852 917 |
|--|-----------|----------------|

Total des crédits à adopter **8 768 455**

Total des crédits législatifs **401 242**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 5a | 600 000 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | 342 114 |
|---|-----------|----------------|

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de la Santé pour élaborer des profils de risque pour les pathogènes alimentaires et d'autres dangers liés aux aliments | Crédit 1a | (686 590) |
| Total des transferts | | <u>255 524</u> |
| Total des dépenses budgétaires | | <u>9 425 221</u> |

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 15 059 835 | ..... | 99 196 | 15 159 031 |
| 5 Contributions | 33 650 297 | ..... | ..... | 33 650 297 |
| Total des crédits | 48 710 132 | ..... | 99 196 | 48 809 328 |
| Total des postes législatifs | 1 582 471 | ..... | ..... | 1 582 471 |
| Total des dépenses budgétaires | 50 292 603 | ..... | 99 196 | 50 391 799 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 344 965 296 | (3 020 939) | 2 436 284 | 344 380 641 |
| 5a Dépenses en capital | 6 190 839 | 1 735 000 | ..... | 7 925 839 |
| 10a Subventions et contributions | 286 843 231 | 765 000 | 4 616 198 | 292 224 429 |
| Total des crédits | 637 999 366 | (520 939) | 7 052 482 | 644 530 909 |
| Total des postes législatifs | 42 484 439 | ..... | 137 186 | 42 621 625 |
| Total des dépenses budgétaires | 680 483 805 | (520 939) | 7 189 668 | 687 152 534 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|------------------|
| Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 099 761 |
| | Crédit 10a | 4 416 198 |
| Total | | 5 515 959 |

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 000 000 |
|--|-----------|------------------|

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 216 112 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|---|------------|----------------|
| Fonds pour le Programme des maladies infectieuses et de changements climatiques | Crédit 10a | 200 000 |
|---|------------|----------------|

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle | Crédit 1a | 120 411 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|------------------------------------|--|------------------|
| Total des crédits à adopter | | 7 052 482 |
|------------------------------------|--|------------------|

| | | |
|--------------------------------------|--|----------------|
| Total des crédits législatifs | | 137 186 |
|--------------------------------------|--|----------------|

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|------------|----------------|
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer le groupe de travail du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies sur la prévention de la stigmatisation | Crédit 10a | 215 000 |
|--|------------|----------------|

| | | |
|--|------------|----------------|
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer la Division de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques | Crédit 10a | 200 000 |
|--|------------|----------------|

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | 141 810 |
|---|-----------|----------------|

| | | |
|---|------------|------------------|
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de santé publique du Canada pour soutenir la composante Premières Nations de l'étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants | Crédit 10a | 100 000 |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé | Crédit 10a | 100 000 |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour donner suite aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur la publicité des aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants | Crédit 10a | 100 000 |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet international sur les champs électromagnétiques de l'Organisation mondiale de la santé | Crédit 10a | 50 000 |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux dépenses en capital pour les investissements dans la science de l'information et l'équipement scientifique | Crédit 1a | (1 735 000) |
| | Crédit 5a | 1 735 000 |
| Total |  | ..... |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels | Crédit 1a | (22 749) |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque » | Crédit 1a | (105 000) |
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour la recherche afin d'identifier les populations sous-immunisées ou non immunisées | Crédit 1a | (500 000) |
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Ralliement national des Métis et chacun de ses membres dirigeants en vue de recueillir des données sur la santé et d'élaborer une stratégie sur la santé | Crédit 1a | (800 000) |
| Total des transferts | | (520 939) |
| Total des dépenses budgétaires | | 6 668 729 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé | 1 280 000 | 665 000 | 1 945 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles | 32 134 000 | 4 416 198 | 36 550 198 |
| Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle | 50 793 242 | 300 000 | 51 093 242 |

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1 Dépenses de fonctionnement | 69 460 240 | ..... | ..... | 69 460 240 |
| 5a Subventions et contributions | 252 896 893 | 50 000 | 25 537 539 | 278 484 432 |
| Total des crédits | 322 357 133 | 50 000 | 25 537 539 | 347 944 672 |
| Total des postes législatifs | 8 168 627 | ..... | ..... | 8 168 627 |
| Total des dépenses budgétaires | 330 525 760 | 50 000 | 25 537 539 | 356 113 299 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour fournir un soutien aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, particulièrement celles de petite et de moyenne taille Crédit 5a **25 537 539**

Total des crédits à adopter

25 537 539

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour l'assainissement de Basin Head, une zone de protection marine à l'Île-du-Prince-Édouard Crédit 5a **50 000**

Total des transferts

50 000

Total des dépenses budgétaires

25 587 539

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises | 160 310 731 | 25 537 539 | 185 848 270 |
| Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices | 37 157 762 | 50 000 | 37 207 762 |

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 1 727 322 564 | 602 249 | 85 051 922 | 1 812 976 735 |
| 5a Dépenses en capital | 258 722 853 | 243 000 | 2 185 714 | 261 151 567 |
| Total des crédits | 1 986 045 417 | 845 249 | 87 237 636 | 2 074 128 302 |
| Total des postes législatifs | 185 936 209 | ..... | 6 046 050 | 191 982 259 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 171 981 626 | 845 249 | 93 283 686 | 2 266 110 561 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour les rajustements rétroactifs de la rémunération des employés des services frontaliers | Crédit 1a | 67 366 666 |
| Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 904 705 |
| | Crédit 5a | 105 119 |
| Total | | 6 009 824 |
| Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 580 821 |
| | Crédit 5a | 2 080 595 |
| Total | | 5 661 416 |
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 511 161 |
| Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 896 451 |
| Fonds pour améliorer le Programme de protection des passagers (budget fédéral de 2018) | Crédit 1a | 1 012 118 |
| Fonds pour le Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique | Crédit 1a | 780 000 |
| Total des crédits à adopter | | 87 237 636 |
| Total des crédits législatifs | | 6 046 050 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la Loi sur les armes à feu | Crédit 1a | 1 700 000 |

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 5a | 243 000 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (17 629) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (168 459) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (911 663) |
| Total des transferts | | 845 249 |
| Total des dépenses budgétaires | | 94 128 935 |

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi | 3 366 223 726 | (154 504) | 25 641 123 | 3 391 710 345 |
| 5a Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi | 76 920 951 | ..... | 3 504 239 | 80 425 190 |
| Total des crédits | 3 443 144 677 | (154 504) | 29 145 362 | 3 472 135 535 |
| Total des postes législatifs | 919 417 342 | ..... | 3 630 436 | 923 047 778 |
| Total des dépenses budgétaires | 4 362 562 019 | (154 504) | 32 775 798 | 4 395 183 313 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone (poste horizontal) | Crédit 1a | 9 562 499 |
| | Crédit 5a | 3 504 239 |

Total 13 066 738

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds à l'appui de la déclaration obligatoire des transferts électroniques de fonds internationaux et du traitement des initiatives en matière de recherche scientifique et de développement expérimental | Crédit 1a | 9 086 558 |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 6 900 000 |
|--|-----------|------------------|

| | | |
|--|-----------|---------------|
| Fonds pour le Programme de dénonciateurs de l'inobservation fiscale à l'étranger | Crédit 1a | 92 066 |
|--|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter 29 145 362

Total des crédits législatifs 3 630 436

Transferts

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|-----------------|
| Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels | Crédit 1a | (67 521) |
|---|-----------|-----------------|

| | | |
|---|-----------|-----------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (86 983) |
|---|-----------|-----------------|

| | |
|---------------------------------------|-------------------|
| Total des transferts | (154 504) |
| Total des dépenses budgétaires | 32 621 294 |

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 26 037 634 | ..... | 99 196 | 26 136 830 |
| 5 Subventions et contributions | 184 188 390 | ..... | ..... | 184 188 390 |
| Total des crédits | 210 226 024 | ..... | 99 196 | 210 325 220 |
| Total des postes législatifs | 2 788 550 | ..... | ..... | 2 788 550 |
| Total des dépenses budgétaires | 213 014 574 | ..... | 99 196 | 213 113 770 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 1 639 035 281 | 475 000 | 45 031 380 | 1 684 541 661 |
| 5 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques | 9 007 000 | ..... | ..... | 9 007 000 |
| Total des crédits | 1 648 042 281 | 475 000 | 45 031 380 | 1 693 548 661 |
| Total des postes législatifs | 210 847 620 | ..... | 132 140 | 210 979 760 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 858 889 901 | 475 000 | 45 163 520 | 1 904 528 421 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour l'achat de biens immobiliers dans le parc national de la Péninsule-Bruce (budget fédéral de 2018) | Crédit 1a | 21 000 000 |
| Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 14 781 872 |
| Fonds destinés au Sentier transcanadien pour améliorer et entretenir le Grand Sentier (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 7 500 000 |
| Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 076 222 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 673 286 |
| Total des crédits à adopter | | 45 031 380 |
| Total des crédits législatifs | | 132 140 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Transports à l'Agence Parcs Canada pour entreprendre des évaluations des risques climatiques | Crédit 1a | 475 000 |
| Total des transferts | | 475 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | 45 638 520 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|---|---|
| Subventions | | | |
| Subvention aux Premières Nations Dehcho | ..... | 7 000 000 | 7 000 000 |
| Contributions | | | |
| Soutien au Grand Sentier | ..... | 7 500 000 | 7 500 000 |
| Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques | 5 639 324 | 3 007 333 | 8 646 657 |

Agence spatiale canadienne

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 176 829 295 | (97 866) | 1 800 000 | 178 531 429 |
| 5a Dépenses en capital | 145 922 139 | (60 607) | 29 654 327 | 175 515 859 |
| 10 Subventions et contributions | 56 411 000 | ..... | ..... | 56 411 000 |
| Total des crédits | 379 162 434 | (158 473) | 31 454 327 | 410 458 288 |
| Total des postes législatifs | 9 463 366 | ..... | ..... | 9 463 366 |
| Total des dépenses budgétaires | 388 625 800 | (158 473) | 31 454 327 | 419 921 654 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour la Mission de la Constellation RADARSAT | Crédit 5a | 27 054 327 |
| Fonds pour soutenir les étapes de la planification détaillée et de la conception de la mission de démonstration du Quantum Encryption and Science Satellite (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 1 800 000 |
| | Crédit 5a | 2 600 000 |
| Total | | 4 400 000 |
| Total des crédits à adopter | | 31 454 327 |
| Transferts | | |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay | Crédit 5a | (60 607) |
| Transfert de l'Agence spatiale canadienne au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour financer les activités liées à la science de l'espace lors de la Semaine de la culture scientifique 2018 qui se tiendra à l'échelle du pays en septembre 2018 | Crédit 1a | (97 866) |
| Total des transferts | | (158 473) |
| Total des dépenses budgétaires | | 31 295 854 |

Autorité du pont Windsor-Détroit

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements à l'Autorité | 195 992 153 | ..... | 283 605 894 | 479 598 047 |
| Total des dépenses budgétaires | 195 992 153 | ..... | 283 605 894 | 479 598 047 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Fonds pour le pont international Gordie-Howe | Crédit 1a | 283 605 894 |
| Total des crédits à adopter | | 283 605 894 |
| Total des dépenses budgétaires | | 283 605 894 |

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 27 322 808 | ..... | 2 481 203 | 29 804 011 |
| Total des crédits | 27 322 808 | ..... | 2 481 203 | 29 804 011 |
| Total des postes législatifs | 3 227 347 | ..... | 496 241 | 3 723 588 |
| Total des dépenses budgétaires | 30 550 155 | ..... | 2 977 444 | 33 527 599 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---|--|-----------|------------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour maintenir l'intégrité du programme | | Crédit 1a | 2 481 203 |
| Total des crédits à adopter | | | 2 481 203 |
| Total des crédits législatifs | | | 496 241 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 2 977 444 |

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 4 752 556 | ..... | 99 196 | 4 851 752 |
| Total des crédits | 4 752 556 | ..... | 99 196 | 4 851 752 |
| Total des postes législatifs | 593 325 | ..... | ..... | 593 325 |
| Total des dépenses budgétaires | 5 345 881 | ..... | 99 196 | 5 445 077 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | |
|------------------------------------|---------------|
| Total des crédits à adopter | 99 196 |
|------------------------------------|---------------|

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | 99 196 |
|---------------------------------------|---------------|

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 103 361 478 | (100 000) | 34 484 247 | 137 745 725 |
| 5a Dépenses en capital | 766 979 458 | ..... | 257 522 708 | 1 024 502 166 |
| 10a Subventions et contributions | 3 111 503 619 | ..... | 256 150 700 | 3 367 654 319 |
| Total des crédits | 3 981 844 555 | (100 000) | 548 157 655 | 4 529 902 210 |
| Total des postes législatifs | 2 178 464 558 | ..... | ..... | 2 178 464 558 |
| Total des dépenses budgétaires | 6 160 309 113 | (100 000) | 548 157 655 | 6 708 366 768 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour le projet de corridor du nouveau pont Champlain | Crédit 1a | 34 234 247 |
| | Crédit 5a | 257 522 708 |
| Total | | 291 756 955 |
| Financement pour assumer les engagements de PPP Canada par rapport au Fonds PPP Canada | Crédit 1a | 250 000 |
| | Crédit 10a | 210 100 000 |
| Total | | 210 350 000 |
| Financement pour le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (budget fédéral de 2017) | Crédit 10a | 43 751 700 |
| Fonds pour le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada | Crédit 10a | 2 299 000 |
| Total des crédits à adopter | | 548 157 655 |
| Transferts | | |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert d'Infrastructure Canada au ministère des Ressources naturelles pour le Programme d'adaptation aux changements climatiques | Crédit 1a | (100 000) |
| Total des transferts | | (100 000) |
| Total des dépenses budgétaires | | 548 057 655 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|---|---|
| Contributions | | | |
| Paiements pour les engagements du Fonds PPP Canada au titre de PPP Canada | ..... | 210 100 000 | 210 100 000 |
| Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes | ..... | 43 751 700 | 43 751 700 |
| Programme d'infrastructure Investir dans le Canada | 352 955 638 | 2 299 000 | 355 254 638 |

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 157 613 415 | ..... | 57 692 954 | 215 306 369 |
| Total des crédits | 157 613 415 | ..... | 57 692 954 | 215 306 369 |
| Total des postes législatifs | 16 076 450 | ..... | 2 730 151 | 18 806 601 |
| Total des dépenses budgétaires | 173 689 865 | ..... | 60 423 105 | 234 112 970 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour le déroulement de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées | Crédit 1a | 46 958 741 |
| Fonds pour appuyer les ministres qui relèvent du Bureau du Conseil privé | Crédit 1a | 6 180 655 |
| Fonds pour la gestion et la surveillance des nominations du gouverneur en conseil | Crédit 1a | 3 882 746 |
| Fonds pour renforcer la sécurité physique des systèmes et des bâtiments | Crédit 1a | 571 616 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
| Total des crédits à adopter | | 57 692 954 |
| Total des crédits législatifs | | 2 730 151 |
| Total des dépenses budgétaires | | 60 423 105 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées | | 15 400 000 | 15 400 000 |

Bureau du directeur des poursuites pénales

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|----------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 167 437 039 | (179 974) | 108 510 | 167 365 575 |
| Total des crédits | 167 437 039 | (179 974) | 108 510 | 167 365 575 |
| Total des postes législatifs | 19 290 971 | ..... | ..... | 19 290 971 |
| Total des dépenses budgétaires | 186 728 010 | (179 974) | 108 510 | 186 656 546 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 108 510 |
|---|-----------|----------------|

Total des crédits à adopter

108 510

Transferts

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels | Crédit 1a | (179 974) |
|---|-----------|------------------|

Total des transferts

(179 974)

Total des dépenses budgétaires

(71 464)

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 644 253 196 | (442 771) | 1 923 668 | 645 734 093 |
| Total des crédits | 644 253 196 | (442 771) | 1 923 668 | 645 734 093 |
| Total des postes législatifs | 37 169 000 | ..... | ..... | 37 169 000 |
| Total des dépenses budgétaires | 681 422 196 | (442 771) | 1 923 668 | 682 903 093 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet lié à l'installation à long terme

Crédit 1a

1 923 668

Total des crédits à adopter

1 923 668

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger

Crédit 1a

(442 771)

Total des transferts

(442 771)

Total des dépenses budgétaires

1 480 897

Centre de recherches pour le développement international

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements au Centre | 139 338 189 | 1 000 000 | ..... | 140 338 189 |
| Total des dépenses budgétaires | 139 338 189 | 1 000 000 | ..... | 140 338 189 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola | Crédit 1a | 1 000 000 |
|---|-----------|------------------|

Total des transferts

1 000 000

Total des dépenses budgétaires

1 000 000

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 347 004 325 | ..... | 15 906 585 | 362 910 910 |
| Total des crédits | 347 004 325 | ..... | 15 906 585 | 362 910 910 |
| Total des postes législatifs | 160 007 651 | ..... | ..... | 160 007 651 |
| Total des dépenses budgétaires | 507 011 976 | ..... | 15 906 585 | 522 918 561 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---|--|-----------|-------------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Financement pour le report de fonds du budget de fonctionnement | | Crédit 1a | 15 906 585 |
| Total des crédits à adopter | | | 15 906 585 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 15 906 585 |

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 4 804 473 | ..... | 99 196 | 4 903 669 |
| Total des crédits | 4 804 473 | ..... | 99 196 | 4 903 669 |
| Total des postes législatifs | 526 343 | ..... | ..... | 526 343 |
| Total des dépenses budgétaires | 5 330 816 | ..... | 99 196 | 5 430 012 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | |
|------------------------------------|---------------|
| Total des crédits à adopter | 99 196 |
|------------------------------------|---------------|

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | 99 196 |
|---------------------------------------|---------------|

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 2 914 730 | ..... | 236 162 | 3 150 892 |
| Total des crédits | 2 914 730 | ..... | 236 162 | 3 150 892 |
| Total des postes législatifs | 252 583 | ..... | ..... | 252 583 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 167 313 | ..... | 236 162 | 3 403 475 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---------------------------------------|--|-----------|----------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour l'examen des appels | | Crédit 1a | 236 162 |
| Total des crédits à adopter | | | 236 162 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 236 162 |

Commission canadienne des grains

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 5 047 795 | ..... | 99 196 | 5 146 991 |
| Total des crédits | 5 047 795 | ..... | 99 196 | 5 146 991 |
| Total des postes législatifs | 659 878 | ..... | ..... | 659 878 |
| Total des dépenses budgétaires | 5 707 673 | ..... | 99 196 | 5 806 869 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | |
|------------------------------------|---------------|
| Total des crédits à adopter | 99 196 |
|------------------------------------|---------------|

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | 99 196 |
|---------------------------------------|---------------|

Commission canadienne du lait

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 3 755 068 | ..... | 99 196 | 3 854 264 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 755 068 | ..... | 99 196 | 3 854 264 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada**Sommaire de l'organisation**

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 10 119 021 | ..... | 99 196 | 10 218 217 |
| Total des crédits | 10 119 021 | ..... | 99 196 | 10 218 217 |
| Total des postes législatifs | 984 308 | ..... | ..... | 984 308 |
| Total des dépenses budgétaires | 11 103 329 | ..... | 99 196 | 11 202 525 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | | |
|------------------------------------|--|---------------|
| Total des crédits à adopter | | 99 196 |
|------------------------------------|--|---------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 99 196 |
|---------------------------------------|--|---------------|

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 153 814 355 | ..... | 1 809 767 | 155 624 122 |
| Total des crédits | 153 814 355 | ..... | 1 809 767 | 155 624 122 |
| Total des postes législatifs | 18 511 390 | ..... | 264 656 | 18 776 046 |
| Total des dépenses budgétaires | 172 325 745 | ..... | 2 074 423 | 174 400 168 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 293 320 |
| Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal) | Crédit 1a | 387 169 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 129 278 |
| Total des crédits à adopter | | 1 809 767 |
| Total des crédits législatifs | | 264 656 |
| Total des dépenses budgétaires | | 2 074 423 |

Commission de la fonction publique

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 78 680 187 | ..... | 99 196 | 78 779 383 |
| Total des crédits | 78 680 187 | ..... | 99 196 | 78 779 383 |
| Total des postes législatifs | 11 315 589 | ..... | ..... | 11 315 589 |
| Total des dépenses budgétaires | 89 995 776 | ..... | 99 196 | 90 094 972 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | |
|------------------------------------|---------------|
| Total des crédits à adopter | 99 196 |
|------------------------------------|---------------|

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | 99 196 |
|---------------------------------------|---------------|

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 44 773 738 | ..... | 99 196 | 44 872 934 |
| Total des crédits | 44 773 738 | ..... | 99 196 | 44 872 934 |
| Total des postes législatifs | 5 678 702 | ..... | ..... | 5 678 702 |
| Total des dépenses budgétaires | 50 452 440 | ..... | 99 196 | 50 551 636 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---|--|-----------|---------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | | Crédit 1a | 99 196 |
| Total des crédits à adopter | | | 99 196 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 99 196 |

Commission du droit d'auteur

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 3 161 622 | ..... | 99 196 | 3 260 818 |
| Total des crédits | 3 161 622 | ..... | 99 196 | 3 260 818 |
| Total des postes législatifs | 296 837 | ..... | ..... | 296 837 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 458 459 | ..... | 99 196 | 3 557 655 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Commission mixte internationale (section canadienne)**Sommaire de l'organisation**

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 11 699 295 | ..... | 963 264 | 12 662 559 |
| Total des crédits | 11 699 295 | ..... | 963 264 | 12 662 559 |
| Total des postes législatifs | 617 906 | ..... | ..... | 617 906 |
| Total des dépenses budgétaires | 12 317 201 | ..... | 963 264 | 13 280 465 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Fonds pour les études sur la gestion de l'eau des bassins transfrontaliers canado-américains | Crédit 1a | 963 264 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|------------------------------------|--|----------------|
| Total des crédits à adopter | | 963 264 |
|------------------------------------|--|----------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|----------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 963 264 |
|---------------------------------------|--|----------------|

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 14 039 918 | ..... | 99 196 | 14 139 114 |
| Total des crédits | 14 039 918 | ..... | 99 196 | 14 139 114 |
| Total des postes législatifs | 1 181 921 | ..... | ..... | 1 181 921 |
| Total des dépenses budgétaires | 15 221 839 | ..... | 99 196 | 15 321 035 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 7 697 883 | ..... | 99 196 | 7 797 079 |
| Total des crédits | 7 697 883 | ..... | 99 196 | 7 797 079 |
| Total des postes législatifs | 6 505 049 | ..... | ..... | 6 505 049 |
| Total des dépenses budgétaires | 14 202 932 | ..... | 99 196 | 14 302 128 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---|--|-----------|---------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | | Crédit 1a | 99 196 |
| Total des crédits à adopter | | | 99 196 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 99 196 |

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 30 071 619 | 40 769 | ..... | 30 112 388 |
| 5a Subventions | 785 707 669 | 3 293 535 | 1 | 789 001 205 |
| Total des crédits | 815 779 288 | 3 334 304 | 1 | 819 113 593 |
| Total des postes législatifs | 3 137 865 | ..... | ..... | 3 137 865 |
| Total des dépenses budgétaires | 818 917 153 | 3 334 304 | 1 | 822 251 458 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions

Crédit 5a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales

Crédit 5a **4 048 325**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche visant à soutenir l'élaboration de politiques concernant la participation sportive

Crédit 1a 60 000

Crédit 5a 641 836

Total **701 836**

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des projets de recherche conjoints

Crédit 5a **20 000**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada

Crédit 5a **(130 000)**

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola

Crédit 1a (19 231)

Crédit 5a (480 769)

Total **(500 000)**

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour la recherche entreprise au Collège militaire royal du Canada

Crédit 5a **(805 857)**

Total des transferts 3 334 304

Total des dépenses budgétaires**3 334 305****Liste des paiements de transfert**

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|---|---|
| Subventions | | | |
| Programme d'innovation dans les collèges et la communauté | 1 000 000 | 4 048 325 | 5 048 325 |
| Subventions et bourses | 271 802 916 | 51 067 | 271 853 983 |

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1 Dépenses de fonctionnement | 49 071 410 | ..... | ..... | 49 071 410 |
| 5a Subventions | 1 246 295 850 | (456 105) | 1 | 1 245 839 746 |
| Total des crédits | 1 295 367 260 | (456 105) | 1 | 1 294 911 156 |
| Total des postes législatifs | 5 450 089 | ..... | ..... | 5 450 089 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 300 817 349 | (456 105) | 1 | 1 300 361 245 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 5a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints Crédit 5a **3 763 300**

Transfert du ministère de l'Environnement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie afin de soutenir la recherche au Laboratoire de recherche atmosphérique dans l'environnement polaire à l'île d'Ellesmere Crédit 5a **337 500**

Transfert de l'Agence spatiale canadienne au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour financer les activités liées à la science de l'espace lors de la Semaine de la culture scientifique 2018 qui se tiendra à l'échelle du pays en septembre 2018 Crédit 5a **97 866**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada Crédit 5a **(239 120)**

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales Crédit 5a **(4 415 651)**

Total des transferts

(456 105)

Total des dépenses budgétaires

(456 104)

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|------------------------|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions et bourses | 890 885 766 | 3 959 546 | 894 845 312 |

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements au Conseil | 292 632 337 | 127 000 | ..... | 292 759 337 |
| Total des dépenses budgétaires | 292 632 337 | 127 000 | ..... | 292 759 337 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux en théâtre de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone | Crédit 1a | 127 000 |
|--|-----------|----------------|

Total des transferts

127 000

Total des dépenses budgétaires

127 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1 Dépenses de fonctionnement | 445 656 235 | ..... | ..... | 445 656 235 |
| 5a Dépenses en capital | 81 048 432 | 608 871 | ..... | 81 657 303 |
| 10a Subventions et contributions | 512 679 820 | ..... | 4 927 922 | 517 607 742 |
| Total des crédits | 1 039 384 487 | 608 871 | 4 927 922 | 1 044 921 280 |
| Total des postes législatifs | 230 683 498 | ..... | ..... | 230 683 498 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 270 067 985 | 608 871 | 4 927 922 | 1 275 604 778 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle

Crédit 10a

4 927 922

Total des crédits à adopter

4 927 922

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité

Crédit 5a

610 000

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (40 000 \$) à la subvention Affiliations internationales

Crédit 10a

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay

Crédit 5a

(1 129)

Total des transferts

608 871

Total des dépenses budgétaires

5 536 793

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Affiliations internationales | 560 000 | 40 000 | 600 000 |
| Contributions | | | |
| Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse | 15 000 000 | 2 503 709 | 17 503 709 |
| Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises | 158 214 000 | 920 033 | 159 134 033 |
| Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations | 13 800 000 | 866 241 | 14 666 241 |
| Contributions pour le Programme canadien des accélérateurs et incubateurs | 17 095 791 | 597 939 | 17 693 730 |

École de la fonction publique du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 67 562 570 | ..... | 99 196 | 67 661 766 |
| Total des crédits | 67 562 570 | ..... | 99 196 | 67 661 766 |
| Total des postes législatifs | 17 083 384 | ..... | ..... | 17 083 384 |
| Total des dépenses budgétaires | 84 645 954 | ..... | 99 196 | 84 745 150 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

| | | |
|------------------------------------|--|---------------|
| Total des crédits à adopter | | 99 196 |
|------------------------------------|--|---------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|---------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 99 196 |
|---------------------------------------|--|---------------|

Énergie atomique du Canada, Limitée

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | 1 043 539 640 | 43 292 | ..... | 1 043 582 932 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 043 539 640 | 43 292 | ..... | 1 043 582 932 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|---------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 1a | 43 292 |
|--|-----------|---------------|

Total des transferts

43 292

Total des dépenses budgétaires

43 292

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 2 640 617 322 | 49 392 420 | 70 086 955 | 2 760 096 697 |
| 5a Dépenses en capital | 345 780 598 | 500 000 | 23 130 497 | 369 411 095 |
| 10a Subventions et contributions | 253 673 483 | ..... | 19 500 000 | 273 173 483 |
| Total des crédits | 3 240 071 403 | 49 892 420 | 112 717 452 | 3 402 681 275 |
| Total des postes législatifs | 466 625 460 | ..... | 643 960 | 467 269 420 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 706 696 863 | 49 892 420 | 113 361 412 | 3 869 950 695 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal) | Crédit 1a | 53 295 645 |
| | Crédit 5a | 16 583 434 |
| Total | | 69 879 079 |
| Fonds pour l'indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions | Crédit 10a | 19 500 000 |
| Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers | Crédit 5a | 5 989 538 |
| Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal) | Crédit 1a | 4 174 137 |
| | Crédit 5a | 257 525 |
| Total | | 4 431 662 |
| Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal) | Crédit 1a | 4 355 824 |
| Fonds pour maintenir les opérations en attendant l'examen exhaustif de l'affectation des ressources | Crédit 1a | 3 444 735 |
| Fonds pour mettre en œuvre et appliquer un cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis | Crédit 1a | 3 275 419 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 109 910 |
| Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration (poste horizontal) | Crédit 5a | 300 000 |
| Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue | Crédit 1a | 200 000 |
| Revenus provenant des vérifications des casiers judiciaires liées à des demandes de suspension du casier | Crédit 1a | 163 485 |
| Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle | Crédit 1a | 67 800 |
| Total des crédits à adopter | | 112 717 452 |

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Total des crédits législatifs | | 643 960 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations | Crédit 1a | 50 287 177 |
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 5a | 500 000 |
| Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels | Crédit 1a | 402 410 |
| Transfert du ministère des Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour le maintien de l'ordre et de la sécurité sur le pont de la Confédération | Crédit 1a | 313 000 |
| Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | 184 052 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (94 219) |
| Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la Loi sur les armes à feu | Crédit 1a | (1 700 000) |
| Total des transferts | | 49 892 420 |
| Total des dépenses budgétaires | | 163 253 832 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11) | 235 600 000 | 19 500 000 | 255 100 000 |

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1 Dépenses de fonctionnement | 56 295 898 | (19 231) | ..... | 56 276 667 |
| 5a Subventions | 1 084 431 690 | 386 557 | 1 | 1 084 818 248 |
| Total des crédits | 1 140 727 588 | 367 326 | 1 | 1 141 094 915 |
| Total des postes législatifs | 5 936 359 | ..... | ..... | 5 936 359 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 146 663 947 | 367 326 | 1 | 1 147 031 274 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|----------|
| Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions | Crédit 5a | 1 |
|--|-----------|----------|

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour la recherche afin d'identifier les populations sous-immunisées ou non immunisées | Crédit 5a | 500 000 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales | Crédit 5a | 367 326 |
|--|-----------|----------------|

Transferts à l'interne

| | | |
|--|-----------|-------|
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant de la subvention intitulée Subvention pour les projets de recherche et le soutien du personnel à la subvention intitulée Subventions d'appui aux instituts (416 667 \$) | Crédit 5a | |
|--|-----------|-------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|-----------|
| Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola | Crédit 1 | (19 231) |
| | Crédit 5a | (480 769) |

| | | |
|-------|--|------------------|
| Total | | (500 000) |
|-------|--|------------------|

Total des transferts

367 326

Total des dépenses budgétaires

367 327

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|---|---|
| Subventions | | | |
| Subventions d'appui aux instituts | 13 000 000 | 416 667 | 13 416 667 |
| Programme d'innovation dans les collèges et la communauté | | 367 326 | 367 326 |

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 596 522 692 | (78 734) | 23 942 270 | 620 386 228 |
| 5a Dépenses en capital | 64 446 553 | ..... | 4 495 859 | 68 942 412 |
| 10a Subventions et contributions | 425 525 000 | 100 000 | 1 000 000 | 426 625 000 |
| Total des crédits | 1 086 494 245 | 21 266 | 29 438 129 | 1 115 953 640 |
| Total des postes législatifs | 1 467 136 246 | ..... | 795 390 | 1 467 931 636 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 553 630 491 | 21 266 | 30 233 519 | 2 583 885 276 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds pour le transfert de deux infrastructures hydrauliques fédérales au gouvernement de la Saskatchewan | Crédit 1a | 10 000 000 |
| Fonds pour faire avancer les découvertes scientifiques et l'innovation en agriculture (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 5 110 775 |
| | Crédit 5a | 1 500 000 |
| | Crédit 10a | 1 000 000 |
| Total | | 7 610 775 |
| Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle | Crédit 1a | 5 643 334 |
| Fonds pour l'Initiative fédérale liée aux infrastructures | Crédit 5a | 2 695 959 |
| Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement, et autres revenus | Crédit 1a | 2 553 360 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 634 801 |
| Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers | Crédit 5a | 299 900 |
| Total des crédits à adopter | | 29 438 129 |
| Total des crédits législatifs | | 795 390 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | 24 504 |
|---|-----------|---------------|

| Transferts à l'interne | | |
|--|-------------------------|----------------------|
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (745 000 \$) aux subventions afin de fournir des subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (300 000 \$) aux subventions au sein du programme des initiatives Agri-risques | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant du budget de fonctionnement aux subventions pour le programme Solutions innovatrices Canada | Crédit 1a Crédit 10a | (100 000) 100 000 |
| Total |  | ..... |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (3 238) |
| Total des transferts | | 21 266 |
| Total des dépenses budgétaires | | 30 254 785 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour la participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture | 883 000 | 745 000 | 1 628 000 |
| Paiements de subvention pour le programme des initiatives Agri-risques | 300 000 | 300 000 | 600 000 |
| Subvention au programme Solutions innovatrices Canada | 200 000 | 100 000 | 300 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui de l'Initiative des laboratoires vivants | ..... | 1 000 000 | 1 000 000 |

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 693 555 510 | ..... | 13 099 162 | 706 654 672 |
| 5a Subventions et contributions | 2 440 860 218 | 1 078 490 | 54 346 204 | 2 496 284 912 |
| Total des crédits | 3 134 415 728 | 1 078 490 | 67 445 366 | 3 202 939 584 |
| Total des postes législatifs | 57 809 998 402 | ..... | 870 657 | 57 810 869 059 |
| Total des dépenses budgétaires | 60 944 414 130 | 1 078 490 | 68 316 023 | 61 013 808 643 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Total des postes législatifs | 734 973 706 | ..... | ..... | 734 973 706 |
| Total des dépenses non budgétaires | 734 973 706 | ..... | ..... | 734 973 706 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour le programme sur les compétences futures (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 2 008 726 |
| | Crédit 5a | 22 712 823 |
| Total | | 24 721 549 |
| Fonds pour les ententes sur le développement de la main-d'œuvre | Crédit 5a | 18 706 801 |
| Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance | Crédit 5a | 6 158 148 |
| Fonds pour le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes afin de fournir un soutien du revenu et une formation aux travailleurs sans emploi dans les industries saisonnières | Crédit 5a | 5 800 000 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 4 500 000 |
| Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 398 703 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 191 733 |
| Fonds pour le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants | Crédit 5a | 553 078 |
| Fonds pour le projet pilote de l'enquête sur l'information sur le marché du travail | Crédit 5a | 415 354 |
| Total des crédits à adopter | | 67 445 366 |
| Total des crédits législatifs | | 870 657 |

| Transferts | | |
|---|-----------|-------------------|
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de simplifier la prestation de services liés à l'emploi des jeunes et aux programmes d'éducation | Crédit 5a | 1 078 490 |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention intitulée Subventions aux apprentis à la subvention intitulée Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada (1 100 000 \$) pour améliorer la collecte, la qualité et la diffusion de l'information sur le marché du travail au Canada (Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, Éventualités du gouvernement) | Crédit 5a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention intitulée Subventions aux apprentis à la subvention intitulée Programme de financement du travail (326 000 \$) pour accueillir le Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail 2020 | Crédit 5a | ..... |
| Total des transferts | | 1 078 490 |
| Total des dépenses budgétaires | | 69 394 513 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes | 14 800 000 | 2 505 164 | 17 305 164 |
| Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada | ..... | 1 100 000 | 1 100 000 |
| Programme de financement du travail | 1 703 000 | 326 000 | 2 029 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord de la Stratégie pour la formation et les compétences des Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences | 67 610 918 | 23 265 901 | 90 876 819 |
| Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris | 162 346 220 | 6 158 148 | 168 504 368 |
| Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes | 3 209 000 | 3 294 836 | 6 503 836 |
| Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien | 726 640 500 | 1 493 844 | 728 134 344 |
| Autres paiement de transfert | | | |
| Ententes sur le développement de la main-d'œuvre | 797 000 000 | 18 706 801 | 815 706 801 |

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 828 903 411 | (8 023 200) | 15 194 014 | 836 074 225 |
| 5 Dépenses en capital | 91 630 043 | ..... | ..... | 91 630 043 |
| 10a Subventions et contributions | 622 790 182 | 4 870 875 | 5 978 689 | 633 639 746 |
| Total des crédits | 1 543 323 636 | (3 152 325) | 21 172 703 | 1 561 344 014 |
| Total des postes législatifs | 90 950 825 | ..... | 1 777 400 | 92 728 225 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 634 274 461 | (3 152 325) | 22 950 103 | 1 654 072 239 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 7 112 111 |
| | Crédit 10a | 950 000 |
| Total | | 8 062 111 |
| Fonds pour le programme des Gardiens autochtones (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 1 300 698 |
| | Crédit 10a | 4 028 689 |
| Total | | 5 329 387 |
| Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 942 555 |
| Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 668 812 |
| | Crédit 10a | 1 000 000 |
| Total | | 1 668 812 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 400 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 769 838 |
| Total des crédits à adopter | | 21 172 703 |
| Total des crédits législatifs | | 1 777 400 |
| Transferts | | |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions (550 000 \$) à la subvention au programme Solutions innovatrices Canada | Crédit 10a | ..... |

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le Centre canadien des services climatiques en fournissant aux Canadiens de meilleurs renseignements sur le climat | Crédit 1a | (600 000) |
| | Crédit 10a | 600 000 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions (2 473 065 \$) aux subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer les engagements liés à la Charte sur les plastiques dans les océans du G7 et la Commission mondiale sur l'adaptation | Crédit 1a | (5 500 000) |
| | Crédit 10a | 5 500 000 |
| Total |  | ..... |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine | Crédit 1a | (160 000) |
| Transfert du ministère de l'Environnement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie afin de soutenir la recherche au Laboratoire de recherche atmosphérique dans l'environnement polaire à l'île d'Ellesmere | Crédit 1a | (337 500) |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Ressources naturelles pour la recherche scientifique dans le cadre du Programme du plateau continental polaire | Crédit 1a | (358 000) |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans afin de poursuivre la restauration environnementale des projets dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs | Crédit 1a | (1 067 700) |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour réaliser des projets portant sur les espèces aquatiques en péril pour le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril et le Fonds autochtone pour les espèces en péril | Crédit 10a | (1 229 125) |
| Total des transferts | | (3 152 325) |
| Total des dépenses budgétaires | | 19 797 778 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques | ..... | 2 473 065 | 2 473 065 |
| Subvention au programme Solutions innovatrices Canada | 50 000 | 550 000 | 600 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques | ..... | 4 950 000 | 4 950 000 |
| Contributions à l'appui de la conservation de la nature | ..... | 4 028 689 | 4 028 689 |
| Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature | ..... | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation | ..... | 950 000 | 950 000 |
| Contributions à l'appui de services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens | 3 765 093 | 600 000 | 4 365 093 |
| Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats | 30 741 565 | 22 775 | 30 764 340 |

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 414 022 162 | (199 610) | 4 149 095 | 417 971 647 |
| 5a Dépenses en capital | 5 983 000 | 387 996 | ..... | 6 370 996 |
| 10a Subventions et contributions | 2 328 002 026 | 26 000 | 154 667 316 | 2 482 695 342 |
| Total des crédits | 2 748 007 188 | 214 386 | 158 816 411 | 2 907 037 985 |
| Total des postes législatifs | 195 542 988 | ..... | 298 000 | 195 840 988 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 943 550 176 | 214 386 | 159 114 411 | 3 102 878 973 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie | 300 000 | ..... | ..... | 300 000 |
| L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie | 500 000 | ..... | ..... | 500 000 |
| Total des dépenses non budgétaires | 800 000 | ..... | ..... | 800 000 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Fonds pour les producteurs d'acier et d'aluminium par le biais du Fonds stratégique pour l'innovation | Crédit 10a | 125 000 000 |
| Financement pour le Fonds stratégique pour l'innovation dans le cadre du Plan pour l'innovation et les compétences | Crédit 10a | 15 042 926 |
| Fonds pour le programme Un Canada branché, qui donne accès aux réseaux à large bande haute vitesse pour les collectivités rurales et nordiques | Crédit 10a | 12 731 791 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 420 000 |
| Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle | Crédit 1a | 1 204 358 |
| Fonds pour le programme CodeCan pour offrir une formation sur les compétences numériques aux jeunes | Crédit 10a | 1 160 762 |
| Fonds pour soutenir l'initiative Familles branchées, anciennement le programme d'accès abordable | Crédit 10a | 731 837 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 524 737 |
| Total des crédits à adopter | | 158 816 411 |
| Total des crédits législatifs | | 298 000 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay | Crédit 5a | 214 386 |
|--|-----------|----------------|

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (300 000 \$) à la subvention Solutions innovatrices Canada du programme Solutions innovatrices Canada | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation interne des ressources de la subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur (175 000 \$) et de contributions (500 000 \$) à la subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse), afin de contrer les fluctuations du taux de change | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer des projets d'immobilisations | Crédit 1a | (173 610) |
| | Crédit 5a | 173 610 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources pour augmenter la subvention de la Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio | Crédit 1a | (26 000) |
| | Crédit 10a | 26 000 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts | | 214 386 |
| Total des dépenses budgétaires | | 159 328 797 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse) | 4 808 000 | 675 000 | 5 483 000 |
| Subvention au programme Solutions innovatrices Canada | 700 000 | 300 000 | 1 000 000 |
| Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio | 85 000 | 26 000 | 111 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation | 294 042 835 | 139 242 926 | 433 285 761 |
| Contributions en vertu du programme Un Canada branché | 14 738 395 | 12 731 791 | 27 470 186 |
| Contributions dans le cadre du programme CodeCan | 29 009 135 | 1 160 762 | 30 169 897 |
| Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable | 2 428 439 | 731 837 | 3 160 276 |

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 861 711 099 | (9 403 096) | 7 113 949 | 859 421 952 |
| 5a Dépenses en capital | 21 816 321 | ..... | 8 666 837 | 30 483 158 |
| 10a Subventions et contributions | 1 356 435 547 | ..... | 53 000 000 | 1 409 435 547 |
| Total des crédits | 2 239 962 967 | (9 403 096) | 68 780 786 | 2 299 340 657 |
| Total des postes législatifs | 156 339 675 | ..... | 542 047 | 156 881 722 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 396 302 642 | (9 403 096) | 69 322 833 | 2 456 222 379 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds pour indemniser les provinces pour l'hébergement temporaire des demandeurs d'asile | Crédit 10a | 50 000 000 |
| Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 739 351 |
| | Crédit 5a | 3 197 854 |
| Total | | 5 937 205 |
| Fonds pour le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale | Crédit 5a | 3 047 018 |
| Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal) | Crédit 10a | 3 000 000 |
| Fonds pour le Projet sur les entrées et les sorties | Crédit 1a | 270 379 |
| | Crédit 5a | 2 421 965 |
| Total | | 2 692 344 |
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 078 535 |
| Fonds pour gérer la migration irrégulière à la frontière canado-américaine | Crédit 1a | 1 089 863 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 935 821 |
| Total des crédits à adopter | | 68 780 786 |
| Total des crédits législatifs | | 542 047 |
| Transferts | | |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions aux subventions (650 000 \$) pour soutenir le Programme d'élaboration de politiques en matière de migration | Crédit 10a | ..... |

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (224 763) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (9 178 333) |
| Total des transferts | | (9 403 096) |
| Total des dépenses budgétaires | | 59 919 737 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subvention pour l'élaboration des politiques sur les migrations | 350 000 | 650 000 | 1 000 000 |
| Contributions | | | |
| Aide à la réinstallation | 87 669 359 | 50 000 000 | 137 669 359 |
| Aide mondiale aux migrants irréguliers | ..... | 3 000 000 | 3 000 000 |

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 15 630 416 828 | (50 665 361) | 56 276 610 | 15 636 028 077 |
| 5a Dépenses en capital | 3 761 023 833 | (11 381 536) | 313 034 460 | 4 062 676 757 |
| 10a Subventions et contributions | 176 719 317 | (11 000 000) | 24 183 114 | 189 902 431 |
| 15a Radiation de dette | ..... | 15 380 | 1 | 15 381 |
| 20a Remise de dette | ..... | 173 | 1 | 174 |
| Total des crédits | 19 568 159 978 | (73 031 344) | 393 494 186 | 19 888 622 820 |
| Total des postes législatifs | 1 202 283 005 | (163 853) | ..... | 1 202 119 152 |
| Total des dépenses budgétaires | 20 770 442 983 | (73 195 197) | 393 494 186 | 21 090 741 972 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour les dépenses en immobilisations à l'appui de la politique Protection, Sécurité, Engagement | Crédit 5a | 282 245 589 |
| Fonds pour l'entretien et la mise à jour des biens d'infrastructure fédérale | Crédit 1a | 7 609 169 |
| | Crédit 5a | 30 788 871 |
| Total | | 38 398 040 |
| Fonds pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord | Crédit 10a | 24 183 114 |
| Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT (poste horizontal) | Crédit 1a | 21 980 000 |
| Fonds pour les prestations de santé pour les Forces armées canadiennes | Crédit 1a | 17 300 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 090 753 |
| Fonds pour la location d'un pétrolier ravitailleur d'escadre provisoire | Crédit 1a | 3 000 000 |
| Fonds pour le programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité | Crédit 1a | 2 460 854 |
| Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal) | Crédit 1a | 835 834 |
| Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit | Crédit 15a | 1 |
| | Crédit 20a | 1 |
| Total | | 2 |
| Total des crédits à adopter | | 393 494 186 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour la recherche entreprise au Collège militaire royal du Canada | Crédit 1a | 805 857 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère de la Défense nationale pour la passation des marchés et l'approvisionnement à l'égard du matériel de défense | Crédit 1a | 755 152 |
|---|-----------|----------------|

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada | Crédit 1a | 369 120 |
|---|-----------|----------------|

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|--------------|
| Réaffectation des ressources à l'interne de subventions et contributions aux opérations pour les coûts du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité | Crédit 1a | 11 000 000 |
| | Crédit 10a | (11 000 000) |

| | | |
|-------|--|-------|
| Total | | |
|-------|--|-------|

| | | |
|--|------------|----------|
| Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement pour la radiation de créances non recouvrables | Crédit 1a | (15 380) |
| | Crédit 15a | 15 380 |

| | | |
|-------|--|-------|
| Total | | |
|-------|--|-------|

| | | |
|--|------------|-------|
| Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement pour la renonciation à une créance | Crédit 1a | (173) |
| | Crédit 20a | 173 |

| | | |
|-------|--|-------|
| Total | | |
|-------|--|-------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|-----------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des projets de recherche conjoints | Crédit 1a | (20 000) |
|--|-----------|-----------------|

| | | |
|---|-----------|-----------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts de soutien liés à l'ancien camp Ipperwash | Crédit 1a | (48 596) |
|---|-----------|-----------------|

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay | Crédit 5a | (152 650) |
|--|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (188 438) |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (53 651) |
| | Crédit 5a | (362 621) |

| | | |
|-------|--|------------------|
| Total | | (416 272) |
|-------|--|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts liés aux services de munitions explosives non-explosées dans les réserves | Crédit 1a | (787 991) |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (2 366 643) |
|---|-----------|--------------------|

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement du Programme du plateau continental polaire à Resolute | Crédit 1a | (2 551 318) |
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 5a | (2 791 292) |
| Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints | Crédit 1a | (3 763 300) |
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Services partagés Canada pour fournir l'infrastructure et l'équipement de technologie de l'information pour le complexe Carling à Ottawa | Crédit 5a | (8 074 973) |
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient | Crédit 1a | (53 800 000) |
| Total des dépenses budgétaires | | 320 298 989 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------|--|------------------------------|
| Contributions | | | |
| Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN) | 104 907 000 | 24 183 114 | 129 090 114 |

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1 Dépenses de fonctionnement | 37 685 094 | ..... | ..... | 37 685 094 |
| 5a Subventions et contributions | 117 773 000 | ..... | 53 521 644 | 171 294 644 |
| Total des crédits | 155 458 094 | ..... | 53 521 644 | 208 979 738 |
| Total des postes législatifs | 3 825 014 | ..... | ..... | 3 825 014 |
| Total des dépenses budgétaires | 159 283 108 | ..... | 53 521 644 | 212 804 752 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour restaurer le service ferroviaire à Churchill, au Manitoba (Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, Éventualités du gouvernement) | Crédit 5a | 45 300 000 |
| Fonds à l'appui de nouveaux projets des technologies et de l'innovation du secteur aérospatial du Manitoba | Crédit 5a | 5 000 000 |
| Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique | Crédit 5a | 3 221 644 |

Total des crédits à adopter

53 521 644

Total des dépenses budgétaires

53 521 644

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest | 72 716 678 | 53 521 644 | 126 238 322 |

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 280 872 333 | ..... | 2 930 431 | 283 802 764 |
| 5a Subventions et contributions | 404 557 296 | ..... | 2 050 000 | 406 607 296 |
| Total des crédits | 685 429 629 | ..... | 4 980 431 | 690 410 060 |
| Total des postes législatifs | 69 560 097 | ..... | 443 709 | 70 003 806 |
| Total des dépenses budgétaires | 754 989 726 | ..... | 5 424 140 | 760 413 866 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) Crédit 1a 2 420 160

Crédit 5a 400 000

Total

2 820 160

Fonds pour répondre aux besoins des victimes d'actes criminels vulnérables Crédit 5a **1 650 000**

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) Crédit 1a **510 271**

Total des crédits à adopter **4 980 431**

Total des crédits législatifs **443 709**

Total des dépenses budgétaires **5 424 140**

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions provenant du Fonds d'aide aux victimes | 3 250 000 | 500 000 | 3 750 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions provenant du Fonds d'aide aux victimes | 24 487 265 | 1 150 000 | 25 637 265 |
| Contributions versées en vertu du Programme des avocats spéciaux | ..... | 250 000 | 250 000 |
| Contributions visant la composante relative au service d'un avocat rémunéré par l'État du Programme d'aide juridique | 3 650 000 | 150 000 | 3 800 000 |

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 791 469 266 | 108 590 | 7 196 232 | 798 774 088 |
| 5 Dépenses en capital | 28 944 205 | ..... | ..... | 28 944 205 |
| 10a Subventions et contributions | 1 387 055 426 | (1 936 847) | 7 349 730 | 1 392 468 309 |
| Total des crédits | 2 207 468 897 | (1 828 257) | 14 545 962 | 2 220 186 602 |
| Total des postes législatifs | 153 111 122 | ..... | 20 769 222 | 173 880 344 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 360 580 019 | (1 828 257) | 35 315 184 | 2 394 066 946 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds pour le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances | Crédit 10a | 7 349 730 |
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 041 699 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 321 584 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 500 000 |
| Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments (poste horizontal) | Crédit 1a | 332 949 |
| Total des crédits à adopter | | 14 545 962 |
| Total des crédits législatifs | | 20 769 222 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de la Santé pour élaborer des profils de risque pour les pathogènes alimentaires et d'autres dangers liés aux aliments | Crédit 1a | 686 590 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet international sur les champs électromagnétiques de l'Organisation mondiale de la santé | Crédit 1a | (50 000) |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé | Crédit 1a | (100 000) |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour donner suite aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur la publicité des aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants | Crédit 1a | (100 000) |

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour appuyer la proposition de recherche de l'Hôpital des enfants de l'est de l'Ontario sur les effets de la qualité de l'air intérieur sur la santé respiratoire des enfants dans les réserves des Premières Nations de la région de Sioux Lookout | Crédit 1a | (113 000) |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer la Division de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques | Crédit 10a | (200 000) |
| Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer le groupe de travail du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies sur la prévention de la stigmatisation | Crédit 1a | (215 000) |
| Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour l'éducation publique du cannabis dans les collectivités autochtones | Crédit 10a | (1 736 847) |
| Total des transferts | | (1 828 257) |
| Total des dépenses budgétaires | | 33 486 927 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|
| Contributions | | | |
| Programme sur l'usage et les dépendances aux substances | 28 050 014 | 5 612 883 | 33 662 897 |

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 147 309 901 | (184 063) | 7 370 883 | 154 496 721 |
| 5a Subventions et contributions | 1 007 864 906 | (50 287 177) | 28 312 659 | 985 890 388 |
| Total des crédits | 1 155 174 807 | (50 471 240) | 35 683 542 | 1 140 387 109 |
| Total des postes législatifs | 15 873 374 | ..... | 550 843 | 16 424 217 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 171 048 181 | (50 471 240) | 36 234 385 | 1 156 811 326 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 396 423 |
| | Crédit 5a | 18 362 659 |
| Total | | 19 759 082 |
| Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 052 368 |
| | Crédit 5a | 9 950 000 |
| Total | | 12 002 368 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 000 000 |
| Fonds visant à améliorer le Cadre de sécurité nationale | Crédit 1a | 1 421 268 |
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 371 546 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 129 278 |

Total des crédits à adopter **35 683 542**

Total des crédits législatifs **550 843**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|---------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (184 063) |
| Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations | Crédit 5a | (50 287 177) |

| | |
|---------------------------------------|---------------------|
| Total des transferts | (50 471 240) |
| Total des dépenses budgétaires | (14 236 855) |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|---|---|---|
| Contributions | | | |
| Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs | | 18 362 659 | 18 362 659 |
| Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits | | 9 950 000 | 9 950 000 |

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour | |
|---|--|---|---------------------------|---|----------------------|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | 1 838 668 694 | 11 763 671 | 25 862 186 | 1 876 294 551 |
| 5a | Dépenses en capital | 170 468 121 | ..... | 1 137 013 | 171 605 134 |
| 10a | Subventions et contributions | 4 283 434 467 | 54 200 000 | 271 619 430 | 4 609 253 897 |
| 15a | Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions | 50 779 000 | ..... | 18 020 000 | 68 799 000 |
| 20 | Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs | 1 | ..... | ..... | 1 |
| Total des crédits | | 6 343 350 283 | 65 963 671 | 316 638 629 | 6 725 952 583 |
| Total des postes législatifs | | 380 359 567 | ..... | 919 271 | 381 278 838 |
| Total des dépenses budgétaires | | 6 723 709 850 | 65 963 671 | 317 557 900 | 7 107 231 421 |
| Dépenses non budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| L25 | Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital | 1 | ..... | ..... | 1 |
| Total des crédits | | 1 | ..... | ..... | 1 |
| Total des postes législatifs | | 14 617 035 | ..... | ..... | 14 617 035 |
| Total des dépenses non budgétaires | | 14 617 036 | ..... | ..... | 14 617 036 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour le mécanisme de décaissement rapide du compte de crise de l'enveloppe d'aide internationale | Crédit 10a | 189 290 000 |
| Fonds pour l'engagement du Canada au titre de la Convention relative à l'assistance alimentaire (budget fédéral de 2018) | Crédit 10a | 70 000 000 |
| Fonds pour les paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada | Crédit 15a | 18 020 000 |
| Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal) | Crédit 1a | 10 698 215 |

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 013 657 |
| | Crédit 10a | 6 000 000 |
| Total | | 9 013 657 |
| Fonds pour le soutien accru à la diversification des exportations | Crédit 1a | 2 600 107 |
| | Crédit 10a | 6 279 430 |
| Total | | 8 879 537 |
| Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 516 754 |
| Fonds pour mettre en œuvre le Traité sur le commerce des armes et renforcer davantage le régime de contrôle à l'exportation du Canada (budget fédéral de 2017) | Crédit 1a | 2 420 969 |
| | Crédit 5a | 200 000 |
| | Crédit 10a | 50 000 |
| Total | | 2 670 969 |
| Fonds pour acheter des véhicules blindés dans des missions à l'étranger | Crédit 5a | 937 013 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 863 666 |
| Fonds pour soutenir la candidature du Canada pour un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies | Crédit 1a | 360 000 |
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 246 463 |
| Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations (poste horizontal) | Crédit 1a | 142 355 |
| Total des crédits à adopter | | 316 638 629 |
| Total des crédits législatifs | | 919 271 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient | Crédit 10a | 53 800 000 |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | 13 096 627 |
| Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger | Crédit 1a | 442 771 |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine | Crédit 1a | 160 000 |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne de Subventions à l'appui du Programme de paix et de stabilisation des opérations (27 500 000 \$) aux Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale | Crédit 10a | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement pour augmenter des subventions dans le domaine des relations avec les universités | Crédit 1a | (400 000) |
| | Crédit 10a | 400 000 |
| Total |  | ..... |

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (219 166) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (624 081) |
| Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (692 480) |
| Total des transferts | | 65 963 671 |
| Total des dépenses budgétaires | | 383 521 571 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale | 2 309 405 758 | 286 790 000 | 2 596 195 758 |
| Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes | 13 970 000 | 37 300 000 | 51 270 000 |
| Subventions pour le programme de soutien au commerce et à l'investissement | ..... | 6 279 430 | 6 279 430 |
| Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité | 7 250 000 | 4 000 000 | 11 250 000 |
| Subventions dans le domaine des relations avec les universités | 2 530 000 | 400 000 | 2 930 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes | 8 518 065 | 16 500 000 | 25 018 065 |
| Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité | 5 601 782 | 2 000 000 | 7 601 782 |
| Paiements de quotes-parts aux organisations internationales : | | | |
| Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (233 774 \$US) | 291 726 | 50 000 | 341 726 |

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|--|---|------------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | 639 228 242 | 5 098 001 301 966 236 | 946 292 479 |
| 5a | Dépenses en capital | 22 388 132 | (7 000 000) 9 877 924 | 25 266 056 |
| 10a | Subventions et contributions | 2 384 854 884 | 2 282 460 1 374 412 013 | 3 761 549 357 |
| Total des crédits | | 3 046 471 258 | 380 461 1 686 256 173 | 4 733 107 892 |
| Total des postes législatifs | | 96 086 030 | 2 790 524 | 98 876 554 |
| Total des dépenses budgétaires | | 3 142 557 288 | 380 461 1 689 046 697 | 4 831 984 446 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| L15 | Prêts à des revendicateurs autochtones | 25 903 000 | ..... | 25 903 000 |
| L20 | Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique | 30 400 000 | ..... | 30 400 000 |
| Total des dépenses non budgétaires | | 56 303 000 | ..... | 56 303 000 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Fonds pour le règlement de revendications particulières en vertu des traités Williams | Crédit 10a | 666 000 000 |
| Fonds pour régler la revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8 de la Nation crie de Little Red River | Crédit 10a | 239 422 052 |
| Fonds pour régler le règlement concernant la rafle des années 1960 | Crédit 1a | 155 000 000 |
| Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 549 404 |
| | Crédit 10a | 137 500 000 |
| Total | | 139 049 404 |
| Fonds pour appuyer l'établissement d'une relation renouvelée avec la Fédération des Métis du Manitoba | Crédit 10a | 129 181 000 |
| Fonds pour le règlement des revendications particulières | Crédit 10a | 115 613 758 |
| Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal) | Crédit 1a | 39 224 172 |
| | Crédit 10a | 15 672 076 |
| Total | | 54 896 248 |
| Fonds pour les règlements hors cours | Crédit 1a | 53 872 790 |

| | | |
|---|------------|----------------------|
| Fonds pour continuer à respecter les obligations du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (poste horizontal) | Crédit 1a | 45 751 958 |
| | Crédit 5a | 600 000 |
| | Crédit 10a | 1 000 000 |
| Total | | 47 351 958 |
| Fonds pour réformer le programme de financement en soutien aux négociations | Crédit 10a | 43 400 000 |
| Fonds pour l'infrastructure de gestion des déchets dans les réserves | Crédit 10a | 13 468 488 |
| Fonds pour le projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique | Crédit 5a | 9 277 924 |
| Fonds pour mettre en œuvre l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits relativement aux rivières du patrimoine canadien | Crédit 10a | 9 000 000 |
| Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 345 520 |
| Fonds pour le Programme sur les biens immobiliers matrimoniaux (budget fédéral de 2018) | Crédit 1a | 445 943 |
| | Crédit 10a | 2 200 000 |
| Total | | 2 645 943 |
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 230 285 |
| | Crédit 10a | 1 954 639 |
| Total | | 2 184 924 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 546 164 |
| Total des crédits à adopter | | 1 686 256 173 |
| Total des crédits législatifs | | 2 790 524 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Ralliement national des Métis et chacun de ses membres dirigeants en vue de recueillir des données sur la santé et d'élaborer une stratégie sur la santé | Crédit 10a | 800 000 |
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts liés aux services de munitions explosives non-explosées dans les réserves | Crédit 10a | 787 991 |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour appuyer les activités liées à l'examen exhaustif de l'éducation postsecondaire | Crédit 10a | 464 469 |
| Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador | Crédit 10a | 230 000 |
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts de soutien liés à l'ancien camp Ipperwash | Crédit 1a | 48 596 |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour le projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique | Crédit 1a | 7 000 000 |
| | Crédit 5a | (7 000 000) |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne de contributions à subventions (6 161 040 \$) pour l'Entente sur l'éducation des Mi'kmaq | Crédit 10a | ..... |

| Transferts à d'autres organisations | | |
|---|-----------|----------------------|
| Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère du Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones | Crédit 1a | (310 000) |
| Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour mettre en œuvre la Loi sur la gestion des terres des premières nations | Crédit 1a | (1 640 595) |
| Total des transferts | | 380 461 |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 689 427 158 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales | 797 719 785 | 1 134 535 810 | 1 932 255 595 |
| Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35 | 564 296 062 | 41 072 040 | 605 368 102 |
| Contributions | | | |
| Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés | 29 681 030 | 102 447 237 | 132 128 267 |
| Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale | 335 289 105 | 43 400 000 | 378 689 105 |
| Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires | 21 919 000 | 26 338 960 | 48 257 960 |
| Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique | 198 625 888 | 14 756 479 | 213 382 367 |
| Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord | 37 738 207 | 9 679 478 | 47 417 685 |
| Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation | 21 442 886 | 2 200 000 | 23 642 886 |
| Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant | ..... | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral | 28 181 830 | 800 000 | 28 981 830 |
| Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques | 31 362 609 | 464 469 | 31 827 078 |

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 1 046 581 038 | (24 930 243) | 48 981 752 | 1 070 632 547 |
| 5a Subventions et contributions | 3 327 017 000 | 24 930 243 | 1 | 3 351 947 244 |
| Total des crédits | 4 373 598 038 | ..... | 48 981 753 | 4 422 579 791 |
| Total des postes législatifs | 31 492 862 | ..... | 2 636 260 | 34 129 122 |
| Total des dépenses budgétaires | 4 405 090 900 | ..... | 51 618 013 | 4 456 708 913 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour la mise en œuvre de la Pension à vie pour les militaires et les vétérans | Crédit 1a | 48 498 781 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 302 971 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 180 000 |
| Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions | Crédit 5a | 1 |
| Total des crédits à adopter | | 48 981 753 |
| Total des crédits législatifs | | 2 636 260 |
| Transferts | | |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour la commémoration du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale | Crédit 1a | (250 000) |
| | Crédit 5a | 250 000 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour les programmes et services axés sur la demande qui fournissent du soutien aux vétérans admissibles et à leur familles | Crédit 1a | (24 680 243) |
| | Crédit 5a | 24 680 243 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts |  | ..... |
| Total des dépenses budgétaires | | 51 618 013 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|---|---|
| Subventions | | | |
| Indemnités et allocations d'invalidité | 1 042 502 000 | 24 680 244 | 1 067 182 244 |
| Subvention pour partenariats de commémoration | 750 000 | 250 000 | 1 000 000 |

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|--|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a | Dépenses du programme | 100 252 348 | 3 146 796 | 103 399 144 |
| 5 | Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes | 1 | ..... | 1 |
| 10a | Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières) | ..... | ..... 1 | 1 |
| Total des crédits | | 100 252 349 | 3 146 797 | 103 399 146 |
| Total des postes législatifs | | 93 876 418 178 | 488 684 533 | 94 365 102 711 |
| Total des dépenses budgétaires | | 93 976 670 527 | 491 831 330 | 94 468 501 857 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Total des postes législatifs | | 52 300 000 | ..... | 52 300 000 |
| Total des dépenses non budgétaires | | 52 300 000 | ..... | 52 300 000 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Fonds pour les Premières Nations Tsimshian pour des consultations | Crédit 1a | 2 000 000 |
| Fonds pour l'initiative du Régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux | Crédit 1a | 891 600 |
| Fonds pour administrer le portefeuille d'investissements du Fonds PPP Canada | Crédit 1a | 156 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
| Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit | Crédit 10a | 1 |
| Total des crédits à adopter | | 3 146 797 |
| Total des crédits législatifs | | 488 684 533 |
| Total des dépenses budgétaires | | 491 831 330 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Financement des capacités pour les Premières Nations Tsimshian | | 2 000 000 | 2 000 000 |

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 1 607 895 973 | 1 017 700 | 36 799 816 | 1 645 713 489 |
| 5a Dépenses en capital | 811 587 068 | (261 532) | 883 499 828 | 1 694 825 364 |
| 10a Subventions et contributions | 208 986 298 | 999 125 | 57 947 049 | 267 932 472 |
| Total des crédits | 2 628 469 339 | 1 755 293 | 978 246 693 | 3 608 471 325 |
| Total des postes législatifs | 139 038 725 | ..... | 3 148 380 | 142 187 105 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 767 508 064 | 1 755 293 | 981 395 073 | 3 750 658 430 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour l'approvisionnement de trois brise-glaces pour la Garde côtière canadienne (Cette initiative a été financée par le crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement) | Crédit 1a | 1 744 705 |
| | Crédit 5a | 825 570 276 |
| Total | | 827 314 981 |
| Fonds pour le projet de navire hauturier de sciences océanographiques de la Garde côtière canadienne | Crédit 5a | 57 794 552 |
| Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités (poste horizontal) | Crédit 10a | 33 850 030 |
| Fonds pour mettre en œuvre une loi sur les pêches modifiée | Crédit 1a | 18 336 042 |
| | Crédit 5a | 135 000 |
| | Crédit 10a | 3 000 000 |
| Total | | 21 471 042 |
| Fonds pour soutenir les négociations sur les pêches et le secteur maritime avec les intervenants autochtones | Crédit 10a | 15 000 000 |
| Fonds pour le Plan de protection des océans visant à améliorer la sécurité maritime | Crédit 1a | 5 300 000 |
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 4 439 088 |
| | Crédit 10a | 537 500 |
| Total | | 4 976 588 |
| Fonds pour mettre en œuvre les obligations en vertu de l'Accord définitif des Tla'amins et de l'Accord définitif des Nisga'as | Crédit 10a | 3 189 119 |
| Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou par la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les frais de nettoyage associés aux déversements d'hydrocarbures | Crédit 1a | 2 731 643 |

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle | Crédit 1a | 2 667 268 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 581 070 |
| Fonds pour le Défi d'innovation des baleines (Initiative Impact Canada) | Crédit 10a | 1 500 000 |
| Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 10a | 870 400 |
| Total des crédits à adopter | | 978 246 693 |
| Total des crédits législatifs | | 3 148 380 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour réaliser des projets portant sur les espèces aquatiques en péril pour le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril et le Fonds autochtone pour les espèces en péril | Crédit 10a | 1 229 125 |
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans afin de poursuivre la restauration environnementale des projets dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs | Crédit 1a | 1 067 700 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour l'assainissement de Basin Head, une zone de protection marine à l'Île-du-Prince-Édouard | Crédit 1a | (50 000) |
| Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador | Crédit 10a | (230 000) |
| Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour le transfert de l'administration de terrains situés à Hudson Way et à Agency Drive à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse | Crédit 5a | (261 532) |
| Total des transferts | | 1 755 293 |
| Total des dépenses budgétaires | | 983 150 366 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones | 58 194 701 | 51 786 374 | 109 981 075 |
| Contributions pour la participation Autochtone concernant la gestion du poisson et l'habitat du poisson | ..... | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Programme de contributions à l'appui du patrimoine naturel pour le Canada par l'entremise du Fonds canadien pour la nature pour les espèces et les habitats aquatiques | ..... | 2 122 300 | 2 122 300 |
| Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 487 487 | 1 500 000 | 1 987 487 |
| Programme de contribution de gestion des océans afin d'appuyer le développement et la mise en oeuvre des activités de gestion de la conservation des océans | 1 755 000 | 537 500 | 2 292 500 |

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 563 883 780 | 5 896 975 | 11 309 734 | 581 090 489 |
| 5a Dépenses en capital | 30 946 964 | 425 000 | 700 000 | 32 071 964 |
| 10a Subventions et contributions | 438 470 419 | 100 000 | 250 000 | 438 820 419 |
| Total des crédits | 1 033 301 163 | 6 421 975 | 12 259 734 | 1 051 982 872 |
| Total des postes législatifs | 467 563 098 | ..... | 627 963 | 468 191 061 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 500 864 261 | 6 421 975 | 12 887 697 | 1 520 173 933 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-----------|
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 9 965 690 |
| | Crédit 5a | 700 000 |
| | Crédit 10a | 250 000 |

Total 10 915 690

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Fonds pour le règlement des droits miniers de la Commission d'établissement des soldats et la mise en œuvre de l'entente sur le transfert avec le Manitoba | Crédit 1a | 872 670 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 471 374 |
|--|-----------|----------------|

Total des crédits à adopter 12 259 734

Total des crédits législatifs 627 963

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement du Programme du plateau continental polaire à Resolute | Crédit 1a | 2 551 318 |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique au ministère des Ressources naturelles pour les coûts fixes associés à la coordination du soutien logistique sur le terrain | Crédit 1a | 1 704 000 |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour mettre en œuvre la Loi sur la gestion des terres des premières nations | Crédit 1a | 1 640 595 |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 5a | 425 000 |
|--|-----------|----------------|

| | | |
|--|------------|-------------------|
| Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Ressources naturelles pour la recherche scientifique dans le cadre du Programme du plateau continental polaire | Crédit 1a | 358 000 |
| Transfert d'Infrastructure Canada au ministère des Ressources naturelles pour le Programme d'adaptation aux changements climatiques | Crédit 10a | 100 000 |
| Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour promouvoir une participation continue à la Plateforme géospatiale fédérale | Crédit 1a | 60 000 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | (8 000) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (408 938) |
| Total des transferts | | 6 421 975 |
| Total des dépenses budgétaires | | 19 309 672 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui de la participation des Autochtones aux dialogues | ..... | 250 000 | 250 000 |
| Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques | 5 900 000 | 100 000 | 6 000 000 |

Ministère des Services aux Autochtones Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 1 616 898 208 | (48 000 000) | 86 242 640 | 1 655 140 848 |
| 5a Dépenses en capital | 5 876 688 | 2 734 500 | 150 000 | 8 761 188 |
| 10a Subventions et contributions | 7 951 705 518 | 45 462 388 | 1 137 226 499 | 9 134 394 405 |
| Total des crédits | 9 574 480 414 | 196 888 | 1 223 619 139 | 10 798 296 441 |
| Total des postes législatifs | 82 939 224 | ..... | 6 235 021 | 89 174 245 |
| Total des dépenses budgétaires | 9 657 419 638 | 196 888 | 1 229 854 160 | 10 887 470 686 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour le Programme amélioré pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations et pour surveiller et analyser l'eau potable dans les réserves | Crédit 1a | 31 564 166 |
| | Crédit 10a | 391 529 672 |
| Total | | 423 093 838 |
| Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan | Crédit 1a | 7 928 469 |
| | Crédit 10a | 315 333 280 |
| Total | | 323 261 749 |
| Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 9 249 984 |
| | Crédit 10a | 278 188 694 |
| Total | | 287 438 678 |
| Fonds pour bâtir des communautés Inuits et des Premières Nations en meilleure santé | Crédit 1a | 5 608 738 |
| | Crédit 5a | 150 000 |
| | Crédit 10a | 50 315 607 |
| Total | | 56 074 345 |
| Fonds pour l'Opération retour au foyer : assainissement et règlement relatifs à l'inondation de la région d'Interlake au Manitoba | Crédit 10a | 49 931 803 |
| Fonds pour les établissements de santé des Premières Nations | Crédit 1a | 1 066 943 |
| | Crédit 10a | 48 677 443 |
| Total | | 49 744 386 |
| Fonds pour les services de soutien internes | Crédit 1a | 20 000 000 |

| | | |
|---|------------|----------------------|
| Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens (poste horizontal) | Crédit 1a | 9 633 937 |
| Fonds pour Indspire pour aider les étudiants autochtones de niveau postsecondaire | Crédit 10a | 3 000 000 |
| Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 029 120 |
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 161 283 |
| | Crédit 10a | 250 000 |
| Total | | 411 283 |
| Total des crédits à adopter | | 1 223 619 139 |
| Total des crédits législatifs | | 6 235 021 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour l'éducation publique du cannabis dans les collectivités autochtones | Crédit 10a | 1 736 847 |
| Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour appuyer la proposition de recherche de l'Hôpital des enfants de l'est de l'Ontario sur les effets de la qualité de l'air intérieur sur la santé respiratoire des enfants dans les réserves des Premières Nations de la région de Sioux Lookout | Crédit 10a | 113 000 |
| Transferts à l'interne | | |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour les services de santé non assurés destinés aux Premières Nations et aux Inuits | Crédit 1a | (43 000 000) |
| | Crédit 10a | 43 000 000 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan | Crédit 1a | (5 000 000) |
| | Crédit 10a | 5 000 000 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectation des ressources à l'interne pour les réparations et les améliorations de la santé et de la sécurité des ponts tournants Walpole Island et Wasauksing en Ontario | Crédit 5a | 2 734 500 |
| | Crédit 10a | (2 734 500) |
| Total |  | ..... |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque » | Crédit 10a | (10 000) |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de santé publique du Canada pour soutenir la composante Premières Nations de l'étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants | Crédit 10a | (100 000) |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour appuyer les activités liées à l'examen exhaustif de l'éducation postsecondaire | Crédit 10a | (464 469) |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de simplifier la prestation de services liés à l'emploi des jeunes et aux programmes d'éducation | Crédit 10a | (1 078 490) |
| Total des transferts | | 196 888 |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 230 051 048 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions pour les revendications particulières relatives à l'Opération retour au foyer | | 20 414 743 | 20 414 743 |
| Contributions | | | |
| Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires | 1 280 578 245 | 666 238 088 | 1 946 816 333 |
| Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits | 778 794 485 | 372 519 607 | 1 151 314 092 |
| Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits | 691 864 957 | 79 159 408 | 771 024 365 |
| Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits | 240 880 656 | 43 000 000 | 283 880 656 |
| Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail | 72 285 935 | 1 921 510 | 74 207 445 |

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 739 022 395 | (985 586) | 10 927 693 | 748 964 502 |
| 5a Dépenses en capital | 163 328 798 | ..... | 1 438 265 | 164 767 063 |
| 10a Subventions et contributions – Réseau de transport efficace | 413 110 138 | ..... | 6 049 065 | 419 159 203 |
| 15a Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur | 41 601 775 | ..... | 3 131 670 | 44 733 445 |
| 20a Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire | 27 772 681 | ..... | 10 549 935 | 38 322 616 |
| Total des crédits | 1 384 835 787 | (985 586) | 32 096 628 | 1 415 946 829 |
| Total des postes législatifs | 225 556 842 | ..... | 840 813 | 226 397 655 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 610 392 629 | (985 586) | 32 937 441 | 1 642 344 484 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 955 318 |
| | Crédit 5a | 1 438 265 |
| | Crédit 15a | 3 000 000 |
| Total | | 10 393 583 |
| Fonds pour le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire | Crédit 20a | 7 026 378 |
| Fonds pour le produit de la vente de la disposition de biens immobiliers | Crédit 1a | 4 852 601 |
| Fonds pour le Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière | Crédit 20a | 3 523 557 |
| Fonds pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires | Crédit 10a | 3 235 735 |
| Fonds pour les services de traversiers de l'Est du Canada | Crédit 10a | 2 203 676 |
| Fonds pour le Programme de contributions pour les services ferroviaires voyageurs | Crédit 10a | 494 136 |
| Fonds pour le Programme d'alimentation à quai pour les ports | Crédit 15a | 131 670 |
| Fonds pour le renouvellement de la flotte de VIA Rail Canada Inc. dans le corridor Québec-Windsor | Crédit 1a | 119 774 |
| Fonds pour le Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador | Crédit 10a | 115 518 |
| Total des crédits à adopter | | 32 096 628 |
| Total des crédits législatifs | | 840 813 |

Transferts

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|-------|
| Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention Programme de financement de la participation communautaire (1 200 000 \$) au Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada | Crédit 15a | |
|---|------------|-------|

| | | |
|---|------------|-------|
| Réaffectation des ressources à l'interne de la Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports (85 000 \$) au financement de la subvention du Programme de promotion de l'innovation en matière de transport afin de mieux refléter les dépenses prévues au cours de l'exercice 2018-2019 | Crédit 15a | |
|---|------------|-------|

| | | |
|--|------------|-------|
| Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention pour le Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada (500 000 \$) à la subvention pour Solutions innovatrices Canada | Crédit 15a | |
|--|------------|-------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|-----------------|
| Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour promouvoir une participation continue à la Plateforme géospatiale fédérale | Crédit 1a | (60 000) |
|--|-----------|-----------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | (137 586) |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert du ministère des Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour le maintien de l'ordre et de la sécurité sur le pont de la Confédération | Crédit 1a | (313 000) |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert du ministère des Transports à l'Agence Parcs Canada pour entreprendre des évaluations des risques climatiques | Crédit 1a | (475 000) |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|-----------------------------|--|------------------|
| Total des transferts | | (985 586) |
|-----------------------------|--|------------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|-------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 31 951 855 |
|---------------------------------------|--|-------------------|

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire | 800 000 | 1 426 000 | 2 226 000 |
| Subvention pour Solutions innovatrices Canada | ..... | 500 000 | 500 000 |
| Programme de promotion de l'innovation en matière de transport | 75 000 | 85 000 | 160 000 |
| Contributions | | | |
| Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire | 21 075 000 | 5 600 378 | 26 675 378 |
| Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière | 4 442 681 | 3 523 557 | 7 966 238 |
| Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires | 38 000 000 | 3 235 735 | 41 235 735 |
| Nouvelle Loi sur les eaux navigables canadiennes | ..... | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Programme de contributions aux services de traversier | 41 884 680 | 2 203 676 | 44 088 356 |
| Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada | 13 600 000 | 1 200 000 | 14 800 000 |
| Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées (PFVCE) | ..... | 494 136 | 494 136 |
| Contributions à l'appui des transports propres | 404 903 | 131 670 | 536 573 |
| Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador | 1 000 000 | 115 518 | 1 115 518 |

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 2 075 079 554 | (493 620) | 61 110 968 | 2 135 696 902 |
| 5 Dépenses en capital | 1 283 380 408 | ..... | ..... | 1 283 380 408 |
| Total des crédits | 3 358 459 962 | (493 620) | 61 110 968 | 3 419 077 310 |
| Total des postes législatifs | 116 680 291 | ..... | 297 425 | 116 977 716 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 475 140 253 | (493 620) | 61 408 393 | 3 536 055 026 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour le Programme d'innovation Construire au Canada | Crédit 1a | 39 507 148 |
| Fonds pour continuer à soutenir le système de paye du gouvernement du Canada | Crédit 1a | 11 800 000 |
| Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal) | Crédit 1a | 5 500 000 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 500 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 803 820 |
| Total des crédits à adopter | | 61 110 968 |
| Total des crédits législatifs | | 297 425 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour le transfert de l'administration de terrains situés à Hudson Way et à Agency Drive à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse | Crédit 1a | 261 532 |
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère de la Défense nationale pour la passation des marchés et l'approvisionnement à l'égard du matériel de défense | Crédit 1a | (755 152) |
| Total des transferts | | (493 620) |
| Total des dépenses budgétaires | | 60 914 773 |

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 196 610 646 | (60 000) | 6 931 674 | 203 482 320 |
| 5a Subventions et contributions | 1 102 159 783 | (493 836) | 25 500 000 | 1 127 165 947 |
| Total des crédits | 1 298 770 429 | (553 836) | 32 431 674 | 1 330 648 267 |
| Total des postes législatifs | 25 672 014 | ..... | 538 313 | 26 210 327 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 324 442 443 | (553 836) | 32 969 987 | 1 356 858 594 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal) | Crédit 1a | 6 183 218 |
| | Crédit 5a | 11 000 000 |
| Total | | 17 183 218 |
| Fonds à l'appui de la soumission pour accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2026 | Crédit 1a | 563 756 |
| | Crédit 5a | 13 000 000 |
| Total | | 13 563 756 |
| Fonds pour le Programme des célébrations et commémorations afin d'appuyer les consultations en vue de la création éventuelle d'une nouvelle fondation communautaire qui servira la région arctique du Canada | Crédit 5a | 1 500 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 184 700 |
| Total des crédits à adopter | | 32 431 674 |
| Total des crédits législatifs | | 538 313 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère du Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones | Crédit 5a | 310 000 |
| Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque » | Crédit 5a | 115 000 |

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux en théâtre de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone | Crédit 5a | (127 000) |
| Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2019 de l'évènement biennal « Zones théâtrales », dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes | Crédit 5a | (150 000) |
| Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche visant à soutenir l'élaboration de politiques concernant la participation sportive | Crédit 1a | (60 000) |
| | Crédit 5a | (641 836) |
| Total | | (701 836) |
| Total des transferts | | (553 836) |
| Total des dépenses budgétaires | | 32 416 151 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations | 8 000 000 | 310 000 | 8 310 000 |
| Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts | 16 500 000 | 250 000 | 16 750 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions au Programme d'accueil | 19 865 000 | 13 000 000 | 32 865 000 |
| Contributions à l'appui du Fonds à l'exportation créative | ..... | 7 000 000 | 7 000 000 |
| Contributions au Fonds de la musique du Canada | 22 299 231 | 2 500 000 | 24 799 231 |
| Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations | 2 494 367 | 1 615 000 | 4 109 367 |
| Contributions au Fonds du livre du Canada | 28 366 301 | 500 000 | 28 866 301 |
| Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques | 1 999 544 | 500 000 | 2 499 544 |

Office des transports du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 31 455 357 | ..... | 1 671 892 | 33 127 249 |
| Total des crédits | 31 455 357 | ..... | 1 671 892 | 33 127 249 |
| Total des postes législatifs | 3 339 271 | ..... | 265 519 | 3 604 790 |
| Total des dépenses budgétaires | 34 794 628 | ..... | 1 937 411 | 36 732 039 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds pour mettre en œuvre les mesures relatives au transport ferroviaire des marchandises contenues dans la Loi sur la modernisation des transports | Crédit 1a | 1 671 892 |
|---|-----------|------------------|

| | | |
|------------------------------------|--|------------------|
| Total des crédits à adopter | | 1 671 892 |
|------------------------------------|--|------------------|

| | | |
|--------------------------------------|--|----------------|
| Total des crédits législatifs | | 265 519 |
|--------------------------------------|--|----------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 1 937 411 |
|---------------------------------------|--|------------------|

Office national de l'énergie

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 71 308 710 | ..... | 7 066 675 | 78 375 385 |
| Total des crédits | 71 308 710 | ..... | 7 066 675 | 78 375 385 |
| Total des postes législatifs | 7 765 619 | ..... | 934 512 | 8 700 131 |
| Total des dépenses budgétaires | 79 074 329 | ..... | 8 001 187 | 87 075 516 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal) | Crédit 1a | 7 066 675 |
|--|-----------|------------------|

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Total des crédits à adopter | 7 066 675 |
|------------------------------------|------------------|

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| Total des crédits législatifs | 934 512 |
|--------------------------------------|----------------|

| | |
|---------------------------------------|------------------|
| Total des dépenses budgétaires | 8 001 187 |
|---------------------------------------|------------------|

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Programme d'aide financière aux participants | 1 364 067 | 750 000 | 2 114 067 |

Office national du film

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 76 772 000 | ..... | 99 196 | 76 871 196 |
| Total des dépenses budgétaires | 76 772 000 | ..... | 99 196 | 76 871 196 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Registraire de la Cour suprême du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|----------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 25 519 163 | ..... | 115 004 | 25 634 167 |
| Total des crédits | 25 519 163 | ..... | 115 004 | 25 634 167 |
| Total des postes législatifs | 10 515 324 | ..... | ..... | 10 515 324 |
| Total des dépenses budgétaires | 36 034 487 | ..... | 115 004 | 36 149 491 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Produits provenant des droits de stationnement perçus

Crédit 1a

115 004

Total des crédits à adopter

115 004

Total des dépenses budgétaires

115 004

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 3 294 747 | ..... | 3 278 218 | 6 572 965 |
| Total des crédits | 3 294 747 | ..... | 3 278 218 | 6 572 965 |
| Total des postes législatifs | 199 081 | ..... | ..... | 199 081 |
| Total des dépenses budgétaires | 3 493 828 | ..... | 3 278 218 | 6 772 046 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour les besoins opérationnels du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et son secrétariat | Crédit 1a | 3 278 218 |
|--|-----------|------------------|

Total des crédits à adopter

3 278 218

Total des dépenses budgétaires

3 278 218

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|--|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a | Dépenses du programme | 254 807 787 | 26 629 870 | 281 437 657 |
| 5 | Dépenses éventuelles du gouvernement | 687 400 000 | ..... | 687 400 000 |
| 10a | Initiatives pangouvernementales | 28 193 000 | 247 520 000 | 275 713 000 |
| 15a | Rajustements à la rémunération | ..... | ..... 541 377 556 | 541 377 556 |
| 20 | Assurances de la fonction publique | 2 952 919 397 | ..... | 2 952 919 397 |
| 25 | Report du budget de fonctionnement | 352 014 280 | ..... | 352 014 280 |
| 30 | Besoins en matière de rémunération | 567 067 364 | ..... | 567 067 364 |
| 35 | Report du budget des dépenses en capital | 62 740 984 | ..... | 62 740 984 |
| 40 | Exécution du budget | 4 307 120 397 | ..... | 4 307 120 397 |
| Total des crédits | | 9 212 263 209 | 815 527 426 | 10 027 790 635 |
| Total des postes législatifs | | 368 675 290 | ..... | 368 675 290 |
| Total des dépenses budgétaires | | 9 580 938 499 | 815 527 426 | 10 396 465 925 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés | Crédit 15a | 541 377 556 |
| Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT (poste horizontal) | Crédit 10a | 128 020 000 |
| Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal) | Crédit 10a | 119 500 000 |
| Fonds pour l'initiative de transformation des services administratifs | Crédit 1a | 18 051 280 |
| Fonds pour poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada | Crédit 1a | 5 034 131 |
| Fonds pour régler les réclamations découlant de l'entente de règlement du recours collectif White | Crédit 1a | 2 833 525 |
| Fonds pour compléter une étude de comparabilité pour la classification des emplois du groupe des Services frontaliers | Crédit 1a | 500 000 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 210 934 |
| Total des crédits à adopter | | 815 527 426 |
| Total des dépenses budgétaires | | 815 527 426 |

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 73 658 082 | ..... | 4 588 336 | 78 246 418 |
| Total des crédits | 73 658 082 | ..... | 4 588 336 | 78 246 418 |
| Total des postes législatifs | 6 991 105 | ..... | 371 487 | 7 362 592 |
| Total des dépenses budgétaires | 80 649 187 | ..... | 4 959 823 | 85 609 010 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 3 903 047 |
| Fonds pour l'initiative de levée de l'obligation de visa pour les Mexicains | Crédit 1a | 685 289 |
| Total des crédits à adopter | | 4 588 336 |
| Total des crédits législatifs | | 371 487 |
| Total des dépenses budgétaires | | 4 959 823 |

Service canadien du renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|-------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 534 603 414 | 1 331 237 | 13 893 055 | 549 827 706 |
| Total des crédits | 534 603 414 | 1 331 237 | 13 893 055 | 549 827 706 |
| Total des postes législatifs | 48 911 814 | ..... | 737 329 | 49 649 143 |
| Total des dépenses budgétaires | 583 515 228 | 1 331 237 | 14 630 384 | 599 476 849 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) | Crédit 1a | 4 777 671 |
| Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre du programme de vente d'habitation | Crédit 1a | 2 934 400 |
| Produits provenant des droits de stationnement perçus | Crédit 1a | 1 386 508 |
| Réinvestissement de revenus provenant de la vente ou le transfert d'actif | Crédit 1a | 1 230 033 |
| Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal) | Crédit 1a | 1 134 433 |
| Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal) | Crédit 1a | 877 573 |
| Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales | Crédit 1a | 873 770 |
| Fonds visant à améliorer le Cadre de sécurité nationale | Crédit 1a | 678 667 |
| Total des crédits à adopter | | 13 893 055 |
| Total des crédits législatifs | | 737 329 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme | Crédit 1a | 1 192 287 |
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité | Crédit 1a | 370 000 |

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Transferts à d'autres organisations | | |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1a | (231 050) |
| Total des transferts | | 1 331 237 |
| Total des dépenses budgétaires | | 15 961 621 |

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|----------------------------|---|------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions | 2 026 625 710 | 2 832 966 | 2 339 766 | 2 031 798 442 |
| 5 Dépenses en capital | 238 493 850 | (2 832 966) | ..... | 235 660 884 |
| Total des crédits | 2 265 119 560 | ..... | 2 339 766 | 2 267 459 326 |
| Total des postes législatifs | 228 278 169 | ..... | ..... | 228 278 169 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 493 397 729 | ..... | 2 339 766 | 2 495 737 495 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 2 339 766 |
|---|-----------|------------------|

Total des crédits à adopter

2 339 766

Transferts

Transferts à l'interne

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Réaffectation des ressources à l'interne pour la mise en œuvre d'une définition commune du crédit pour dépenses en capital | Crédit 1a | 2 832 966 |
|--|-----------|-----------|

| | |
|----------|-------------|
| Crédit 5 | (2 832 966) |
|----------|-------------|

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

2 339 766

Service de protection parlementaire

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 76 663 760 | ..... | 7 127 658 | 83 791 418 |
| Total des crédits | 76 663 760 | ..... | 7 127 658 | 83 791 418 |
| Total des postes législatifs | 6 784 000 | ..... | 502 057 | 7 286 057 |
| Total des dépenses budgétaires | 83 447 760 | ..... | 7 629 715 | 91 077 475 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|--|--|-----------|------------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour la sécurité sur la Colline du Parlement | | Crédit 1a | 7 127 658 |
| Total des crédits à adopter | | | 7 127 658 |
| Total des crédits législatifs | | | 502 057 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 7 629 715 |

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|--------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses de fonctionnement | 1 420 898 780 | 50 931 362 | 96 630 636 | 1 568 460 778 |
| 5a Dépenses en capital | 337 663 966 | (41 562 406) | 15 574 413 | 311 675 973 |
| Total des crédits | 1 758 562 746 | 9 368 956 | 112 205 049 | 1 880 136 751 |
| Total des postes législatifs | 88 394 936 | 163 853 | 3 239 485 | 91 798 274 |
| Total des dépenses budgétaires | 1 846 957 682 | 9 532 809 | 115 444 534 | 1 971 935 025 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Fonds pour adresser les questions d'intégrité du programme | Crédit 1a | 83 588 259 |
| | Crédit 5a | 10 729 403 |
| Total | | 94 317 662 |
| Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal) | Crédit 1a | 9 910 829 |
| | Crédit 5a | 4 690 907 |
| Total | | 14 601 736 |
| Fonds pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | 2 519 573 |
| | Crédit 5a | 154 103 |
| Total | | 2 673 676 |
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 611 975 |
| Total des crédits à adopter | | 112 205 049 |
| Total des crédits législatifs | | 3 239 485 |
| Transferts | | |
| Transferts provenant d'autres organisations | | |
| Transfert du ministère de la Défense nationale à Services partagés Canada pour fournir l'infrastructure et l'équipement de technologie de l'information pour le complexe Carling à Ottawa | Crédit 5a | 8 074 973 |

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information | Crédit 1a | 931 362 |
| | Crédit 5a | 362 621 |
| Total | | 1 293 983 |
| Transferts à l'interne | | |
| Fonds pour les services professionnels et les contrats d'entretien, et pour l'augmentation continue des coûts associés à l'entretien et à l'exploitation des services d'infrastructure héritée | Crédit 1a | 50 000 000 |
| | Crédit 5a | (50 000 000) |
| Total |  | ..... |
| Total des dépenses budgétaires | | 124 977 343 |

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|----------------------------|---|------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Remboursement en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement | 2 427 435 894 | ..... | 7 000 000 | 2 434 435 894 |
| Total des dépenses budgétaires | 2 427 435 894 | ..... | 7 000 000 | 2 434 435 894 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Total des postes législatifs | (259 433 000) | ..... | ..... | (259 433 000) |
| Total des dépenses non budgétaires | (259 433 000) | ..... | ..... | (259 433 000) |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement

Crédit 1a

7 000 000

Total des crédits à adopter

7 000 000

Total des dépenses budgétaires

7 000 000

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement | 35 258 623 | 150 000 | ..... | 35 408 623 |
| Total des dépenses budgétaires | 35 258 623 | 150 000 | ..... | 35 408 623 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|----------------|
| Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2019 de l'évènement biennal « Zones théâtrales », dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes | Crédit 1a | 150 000 |
|--|-----------|----------------|

Total des transferts

150 000

Total des dépenses budgétaires

150 000

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 433 145 337 | ..... | 7 542 506 | 440 687 843 |
| Total des crédits | 433 145 337 | ..... | 7 542 506 | 440 687 843 |
| Total des postes législatifs | 68 854 675 | ..... | ..... | 68 854 675 |
| Total des dépenses budgétaires | 502 000 012 | ..... | 7 542 506 | 509 542 518 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le règlement avec les Opérations des enquêtes statistiques

Crédit 1a

7 542 506

Total des crédits à adopter

7 542 506

Total des dépenses budgétaires

7 542 506

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|----------------------------|---|---------------------------|---|
| | | Transferts | Rajustements (dollars) | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la Loi sur Téléfilm Canada | 100 866 729 | ..... | 1 000 000 | 101 866 729 |
| Total des dépenses budgétaires | 100 866 729 | ..... | 1 000 000 | 101 866 729 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

| | | | |
|---|--|-----------|------------------|
| Dépenses budgétaires | | | |
| Crédits à adopter | | | |
| Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal) | | Crédit 1a | 1 000 000 |
| Total des crédits à adopter | | | 1 000 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | | 1 000 000 |

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|----------------------------|---|---------------|---|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | (dollars) | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1a Dépenses du programme | 10 056 612 | ..... | 99 196 | 10 155 808 |
| Total des crédits | 10 056 612 | ..... | 99 196 | 10 155 808 |
| Total des postes législatifs | 1 319 583 | ..... | ..... | 1 319 583 |
| Total des dépenses budgétaires | 11 376 195 | ..... | 99 196 | 11 475 391 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------|
| Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) | Crédit 1a | 99 196 |
|---|-----------|---------------|

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019)

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN | | |
| 1a | – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | 36 038 397 |
| | AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la réalisation d'évaluations environnementales par une commission; b) la formation; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. | | 19 137 411 |
| | AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 1 177 180 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 7 591 275 | |
| | | | 8 768 455 |
| | AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | | 99 196 |
| | AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi | 2 436 284 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 4 616 198 | |
| | | | 7 052 482 |
| | AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | | 25 537 539 |
| | AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | | 99 196 |
| | AGENCE SPATIALE CANADIENNE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | 1 800 000 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| | AGENCE SPATIALE CANADIENNE (<i>suite et fin</i>) | | |
| 5a | – Dépenses en capital | 29 654 327 | |
| | | | 31 454 327 |
| | AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT | | |
| 1a | – Paiements à l’Autorité pour l’exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l’Accord sur le passage Canada-Michigan | | 283 605 894 |
| | BUREAU CANADIEN D’ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 2 481 203 |
| | BUREAU DE L’ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | BUREAU DE L’INFRASTRUCTURE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | 34 484 247 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 257 522 708 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions | 256 150 700 | |
| | | | 548 157 655 |
| | BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ | | |
| 1a | – Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d’enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d’enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit: a) la formation en matière d’analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | 57 692 954 |
| | BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services de poursuites et les services connexes; | | 108 510 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES (<i>suite et fin</i>) | | |
| | b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d’État et à des organisations non fédérales ou internationales; | | |
| | c) les services de soutien internes fournis en vertu de l’article 29.2 de cette loi. | | |
| | CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 1 923 668 |
| | – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi | | |
| | CHAMBRE DES COMMUNES | | |
| 1a | – Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés | | 15 906 585 |
| | – Contributions | | |
| | – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de ses activités | | |
| | COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | COMITÉ EXTERNE D’EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 236 162 |
| | COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | COMMISSION CANADIENNE DU LAIT | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | COMMISSION CIVILE D’EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | COMMISSION DE L’IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 1 809 767 |
| | COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d’évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi | | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux | | 99 196 |
| | COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE) | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements – Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié – Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs | | 963 264 |
| | CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor | | 99 196 |
| | CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | | 1 |
| | CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | | 1 |
| | CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA | | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres | | 4 927 922 |
| | ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|-------------|
| | GENDARMERIE ROYALE DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi | 70 086 955 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 23 130 497 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions | 19 500 000 | |
| | | | 112 717 452 |
| | INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | | 1 |
| | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 23 942 270 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 4 495 859 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 1 000 000 | |
| | | | 29 438 129 |
| | MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : | 13 099 162 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL <i>(suite et fin)</i> | | |
| | a) les services du Secteur des programmes d'accès public; b) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; c) les services offerts au nom d'autres ministères fédéraux; d) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; e) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; f) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 54 346 204 | |
| | | | 67 445 366 |
| | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ce qui suit : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'entrée; f) les permis; g) les services de biens immobiliers. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 15 194 014 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|-------------|
| | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (<i>suite et fin</i>) | | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services | 5 978 689 | |
| | | | 21 172 703 |
| | MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalable à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 4 149 095 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 154 667 316 | |
| | | | 158 816 411 |
| | MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux | 7 113 949 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (<i>suite et fin</i>) | | |
| | ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | |
| 5a | – Dépenses en capital | 8 666 837 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services | 53 000 000 | |
| | | | 68 780 786 |
| | MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 33 438 160 225 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 906 191 483 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la Loi sur les traitements, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 56 276 610 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 313 034 460 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations, b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour : | 24 183 114 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| | MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i> | | |
| | (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense. | | |
| 15a | – Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de sept dettes totalisant 15 380 \$ dues à Sa Majesté du chef du Canada relatives à : a) des avances octroyées à des militaires des Forces canadiennes et à des militaires des forces étrangères présentes au Canada; b) des avances permanentes émises à des fins militaires; c) des fonds perdus | 1 | |
| 20a | – Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à une avance octroyée à un militaire des Forces canadiennes, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 173 \$ | 1 | |
| | | | 393 494 186 |
| | MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | | 53 521 644 |
| | MINISTÈRE DE LA JUSTICE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. | 2 930 431 | |
| 5a | – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 2 050 000 | |
| | | | 4 980 431 |
| | MINISTÈRE DE LA SANTÉ | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : | 7 196 232 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>(suite et fin)</i> | | |
| 10a | a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services | 7 349 730 | |
| | | | 14 545 962 |
| | MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 7 370 883 | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions | 28 312 659 | |
| | | | 35 683 542 |
| | MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l’étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d’organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu’à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l’Organisation de l’aviation civile internationale – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l’extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l’étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes | 25 862 186 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| | <p align="center">MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>(suite et fin)</i></p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation des services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> | | |
| 5a | – Dépenses en capital | 1 137 013 | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | 271 619 430 | |
| | – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : | | |
| | a) la promotion du commerce et de l'investissement; | | |
| | b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. | | |
| 15a | – Paiements effectués dans le cadre : | 18 020 000 | |
| | a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; | | |
| | b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. | | |
| | | | 316 638 629 |
| | <p align="center">MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</p> | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | 301 966 236 | |
| | – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel | | |
| | – Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci | | |
| | – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel | | |
| | – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions | | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|---------------|---------------|
| | <p>MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (<i>suite et fin</i>)</p> <p>approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> | | |
| 5a | <p>– Dépenses en capital</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :</p> <p>a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</p> <p>b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes</p> | 9 877 924 | |
| 10a | <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p> | 1 374 412 013 | |
| | | | 1 686 256 173 |
| | <p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p> | | |
| 1a | <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses afférentes à l'entretien de propriétés immobilières, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics</p> <p>– Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :</p> <p>a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;</p> <p>b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une</p> | 48 981 752 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS (<i>suite et fin</i>) | | |
| | charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | |
| 5a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions | 1 | |
| | | | 48 981 753 |
| | MINISTÈRE DES FINANCES | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 3 146 796 | |
| 10a | - En vertu du paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> , le montant total des paiements directs que le ministre des Finances peut faire au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières ne peut excéder 107 500 000 \$ | 1 | |
| | | | 3 146 797 |
| | MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des | 36 799 816 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| | <p align="center">MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i></p> <p>dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> | | |
| 5a | – Dépenses en capital | 883 499 828 | |
| 10a | – Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités | | |
| 10a | – Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer | | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | 57 947 049 | |
| 10a | – Contributions | | |
| | | | 978 246 693 |
| | <p align="center">MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES</p> | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | | |
| 1a | – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : | 11 309 734 | |
| 1a | a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; | | |
| 1a | b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ; | | |
| 1a | c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); | | |
| 1a | d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; | | |
| 1a | e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> . | | |
| 1a | – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | |
| 5a | – Dépenses en capital | 700 000 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>) | | |
| 10a | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions | 250 000 | |
| | | | 12 259 734 |
| | MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 86 242 640 | |
| 5a | – Dépenses en capital – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux Autochtones. – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes | 150 000 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|---------------|---------------|
| 10a | MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA (<i>suite et fin</i>) – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services | 1 137 226 499 | 1 223 619 139 |
| 1a | MINISTÈRE DES TRANSPORTS – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l’exercice d’une compétence en matière d’aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l’aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | 10 927 693 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 1 438 265 | 32 096 628 |
| 10a | Subventions et contributions – Réseau de transport efficace – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions | 6 049 065 | |
| 15a | Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions | 3 131 670 | |
| 20a | Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions | 10 549 935 | |
| 1a | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien |  |  | 61 110 968 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | <p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (suite et fin)</p> <p>internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN</p> | | |
| 1a | <p>– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> | 6 931 674 | |
| 5a | <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions</p> | 25 500 000 | 32 431 674 |
| | OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 1 671 892 |
| | OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Contributions | | 7 066 675 |
| | OFFICE NATIONAL DU FILM | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 115 004 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|-------------|
| | SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 3 278 218 |
| | SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR | | |
| 1a | – Dépenses du programme | 26 629 870 | |
| | – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités | | |
| | – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> | | |
| 10a | Initiatives pangouvernementales | 247 520 000 | |
| | – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique | | |
| 15a | Rajustements à la rémunération | 541 377 556 | |
| | – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | | |
| | | | 815 527 426 |
| | SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 4 588 336 |
| | SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ | | |
| 1a | – Dépenses du programme | | 13 893 055 |
| | SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement | | 2 339 766 |
| | – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice | | |
| | – Contributions | | |
| | – Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse | | |
| | – Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus | | |
| | – Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : | | |
| | a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le | | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------------------|-------------|
| | <p>SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA (<i>suite et fin</i>)</p> <p>compte de tels détenus;</p> <p>b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.</p> <p>– Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l’approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :</p> <p>a) de l’incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;</p> <p>b) de l’indemnisation afférente à l’entretien de ces personnes;</p> <p>c) du paiement des frais de construction et d’autres frais connexes de ces établissements.</p> | | |
| | <p>SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE</p> <p>1a – Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de ses activités</p> | | 7 127 658 |
| | <p>SERVICES PARTAGÉS CANADA</p> <p>1a – Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services</p> <p>5a – Dépenses en capital</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i></p> | 96 630 636 15 574 413 | 112 205 049 |
| | <p>SOCIÉTÉ CANADIENNE D’HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p> <p>1a – Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :</p> <p>a) au titre de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i>;</p> <p>b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu’elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement</i>.</p> | | 7 000 000 |
| | <p>STATISTIQUE CANADA</p> <p>1a – Dépenses du programme</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p> | | 7 542 506 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|-----------------|---|--------------|---------------|
| 1a | TÉLÉFILM CANADA – Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> | | 1 000 000 |
| 1a | TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL) – Dépenses du programme | | 99 196 |
| | | | 7 386 030 523 |

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020)

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| | AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence. | 85 051 922 | |
| 5a | – Dépenses en capital | 2 185 714 | |
| | | | 87 237 636 |
| | AGENCE DU REVENU DU CANADA | | |
| 1a | – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 25 641 123 | |
| 5a | – Dépenses en capital – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 3 504 239 | |
| | | | 29 145 362 |
| | AGENCE PARCS CANADA | | |
| 1a | – Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières. | | 45 031 380 |
| | | | 161 414 378 |